

THÈSE DE
PARIS.
1889
N^o. 47.

UNIVERSITÉ DE FRANCE — ACADEMIE DE PARIS

ÉTUDE HISTORIQUE
SUR
L'ARMINIANISME

THÈSE

PRÉSENTÉE A LA FACULTÉ DE THÉOLOGIE PROTESTANTE DE PARIS

Pour obtenir le grade de bachelier en théologie

et soutenue publiquement le mercredi 13 novembre 1889, à 4 heures

PAR

CHARLES FLOUR

« Ego neminem damno, in quo aliquid Christi reperio »

(BUCER).

NIMES

IMPRIMERIE CLAVEL ET CHASTANIER

F. CHASTANIER, SUCCESSEUR

12, rue Pradier, 12

—
1889

UNIVERSITÉ DE FRANCE — ACADÉMIE DE PARIS

ÉTUDE HISTORIQUE
SUR
L'ARMINIANISME

THÈSE

PRÉSENTÉE A LA FACULTÉ DE THÉOLOGIE PROTESTANTE DE PARIS

Pour obtenir le grade de bachelier en théologie

et soutenue publiquement le mercredi 13 novembre 1889, à 4 heures

PAR

CHARLES FLOUR

NIMES

IMPRIMERIE CLAVEL ET CHASTANIER

F. CHASTANIER, SUCCESSEUR

12, rue Pradier, 12

—
1889

FACULTÉ DE THÉOLOGIE PROTESTANTE DE PARIS

Examineurs de la soutenance :

M. BONET-MAURY,	Président de la soutenance.
MM. BONET-MAURY,	} Examineurs.
JUNDT,	
Ph. BERGER,	

~~~~~

La Faculté n'entend approuver ni désapprouver les opinions  
particulières du Candidat.

MAISON DE PARIS

MAISON DE PARIS

A MA MÈRE



Digitized by the Internet Archive  
in 2026

## INTRODUCTION

---

En abordant l'étude de l'Arminianisme, nous ne nous dissimulons pas que notre entreprise est difficile. Le sujet de notre travail offre, en effet, le spectacle d'un développement de faits, sortant les uns des autres, tantôt futiles, tantôt importants au premier chef et dont les causes, tantôt facilement explicables, tantôt obscures et cachées, nécessitent un examen attentif. Raconter ces faits si nombreux et si variés, en montrer l'enchaînement logique, exposer leur origine et les mener jusqu'à leurs derniers résultats, en donnant à chacun sa place et son importance, tout en appréciant la valeur des circonstances extérieures qui ont pu les modifier dans un sens ou dans l'autre, ce n'est pas chose facile. En effet, l'Arminianisme n'est pas seulement une réaction contre les principes rigides de la Réforme calvinis'te, réaction amenée par un impérieux besoin de liberté et de responsabilité, c'est encore et avant tout une querelle religieuse, dans laquelle la passion des adversaires a donné beau jeu à l'intervention de la politique ; celle-ci n'a pas hésité, comme il arrive trop souvent, à se couvrir du manteau de la religion pour arriver à ses propres fins. De là, une foule de motifs, de faits, de conséquences qu'il faut démêler avec soin pour être clair et complet.

Tel est le travail que nous allons entreprendre, sans nous cacher les nombreuses difficultés de la tâche. Nous suivrons de préférence l'ordre chronologique ; c'est, nous semble-t-il, celui qui s'impose pour éviter des erreurs et des redites. Nous essaierons de rendre facile le contrôle des citations que nous ferons, soit à l'appui des faits purement historiques, soit à l'appui des thèses que nous pourrons soutenir en faveur de tel ou tel parti, en donnant le plus exactement possible les sources dont nous accepterons l'autorité. Quant à nos jugements propres, nous chercherons à nous garder de l'esprit de système, et à rester dans une juste impartialité : impartial, l'historien ne peut l'être toujours, mais on peut et l'on doit réclamer de lui l'intention de l'être.

Voici les ouvrages les plus importants parmi ceux que nous avons consultés :

- G. BRANDT ..... *Histoire abrégée de la Réformation des Pays-Bas*, traduite du hollandais, La Haye, 1726, 3 vol. in-12.
- CHATELAIN ..... *Histoire du Synode de Dordrecht*, Paris 1841.
- LIMBORCH ..... *Relatio historica de origine et progressu controversiarum in fœderato Belgio de prædestinatione*, ouvrage posthume, ajouté aux « *Institutiones theologiæ christianæ* », Amsterdam, 1715, 4<sup>e</sup> éd., fol. .
- REGENBOOG ..... *Kurze Geschichte der Remonstranten*, traduit du Hollandais, Lemgo, 1781-1784.
- UYTENBOGAERT.. *Histoire ecclésiastique*, offrant les événements les plus notables de la Chrétienté depuis 400 jusqu'en 1609, surtout en ce qui concerne les Provinces-Unies, en hollandais, Rotterdam, 1646-1647.
- MOSHEIM (Laurent de) *Histoire ecclésiastique ancienne et moderne*, tra-

duite sur la traduction anglaise, 6 vol. in-8°. Yverdon, 1776.

G. BILDERDYK.. *Histoire de la Patrie*, depuis la trêve de douze ans jusqu'à la mort de Maurice, 1609-1625; publiée par le Professeur H.-W. Tydeman; Amsterdam, 1833-1837.

JEAN DE NÉRÉE.. *Actes du Synode National de Dordrecht*, 1618-1619; Leyde 1622-24, Elzévir, 3 tomes en 1 volume.

LE VASSOR..... *Histoire de Louis XIII*, Amsterdam, 1762.

GRAF..... *Beyträge Zür Kenntniss der Geschichte der Synode von Dordrecht*, in-8°, Basel, 1825.

LE CLERC..... *Bibliothèque choisie*, Amsterdam, 1703-1713.

BENTIVOGLIO..... *Historia della Guerra di Fiandra*, Venise, 1674, 3 tomes en 1 volume in-4°.

LÖSCHER..... *Histoire des premières querelles religieuses entre les évangéliques et les réformés*, Leipzig, 1707.

AUBÉRY (LOUIS), *Mémoires pour servir à l'Histoire de Hollande*,  
chevalier, Seigneur  
du MAURIER..... Paris, 1688.

---

## CHAPITRE PREMIER

### DOCTRINE ET ORGANISATION ECCLÉSIASTIQUE DES PREMIERS RÉFORMÉS DES PAYS-BAS. ARMINIUS. — SA VIE ET SON ŒUVRE.

Les Pays-Bas, depuis longtemps déchirés par la persécution religieuse de Charles-Quint, venaient de passer sous la domination de Philippe II. Digne successeur de son père, Philippe II continua la même politique d'intolérance, et ne négligea rien pour extirper des Pays-Bas « la secte luthérienne et tous les dits hérétiques aliénés du grème (sein) de la sainte Eglise » <sup>1</sup>. Le récit des moyens divers tentés par lui pour arriver à ce but rentre dans le domaine de l'histoire ; qu'il nous suffise de constater ici que ses armées et ses tribunaux d'inquisition furent inutiles ; un petit peuple, faible par le nombre, mais rendu fort par sa constance et le sentiment de ses droits, demeura le maître du champ de bataille. Au moment où se passent les faits que nous allons raconter, l'Espagne est en pleine déroute et ses plus habiles généraux sont battus jour après jour, grâce aux talents militaires du jeune Maurice de Nassau.

Nous avons prononcé le mot de luthérien, mais quoique l'on donne presque toujours ce nom aux premiers

(1) Dumont, *Corps universel diplomatique du droit des gens*, tome iv, livre 1, page 399.

adeptes des doctrines de la Réforme dans les Pays-Bas, il ne faudrait pas croire cependant que ces premiers néerlandais, à qui répugnèrent les dogmes de Rome, fussent réellement des luthériens. Le nom qui leur convient est plutôt celui de sacramentaires, c'est-à-dire d'adversaires du sacrement de l'Eucharistie. « Ce fut là le type le plus ancien de la Réforme dans les Pays-Bas ; il régna pendant une dizaine d'années, environ de l'an 1520 à 1530, et compta aussi ses martyrs dont le plus connu est Willem Dirks (1525). Puis vinrent les anabaptistes ou « associés » qui dominèrent de 1530 à 1566. C'est à cette époque seulement que la religion prit la forme du Calvinisme. Les néerlandais avaient paru longtemps incertains sur le parti qu'ils prendraient, s'ils embrasseraient la communion suisse ou la luthérienne ; l'une et l'autre avaient de grands défenseurs : cependant en l'année 1563, au synode de Tournay, on décida que « l'on suivrait le conseil de ceux de Genève » <sup>1</sup>.

En l'année 1571, la question fut tranchée d'une manière plus positive encore, et le parti de Calvin l'emporta définitivement, car la « *Confessio Belgica* » qui parut alors, fut dressée dans l'esprit et presque dans les termes de celle des églises réformées de France, et à plusieurs égards, elle était fort différente de celle d'Augsbourg, surtout dans ce qui concerne la présence réelle <sup>2</sup>. On n'en sera pas surpris si l'on fait attention que les Pays-Bas sont très voisins de la France, qu'un grand nombre de Français ne cessaient de passer dans

(1) E. Chastel, *Histoire du Christianisme*, tome iv, page 119.

(2) G. Brandt, *Histoire de la Réformation des Pays-Bas*, livre v, page 106.

ce pays ou de s'y établir ; que Calvin et l'académie de Genève, dont on suivit les sentiments, avaient une grande réputation, et enfin, que les disciples de ce réformateur étaient animés d'un zèle infatigable pour propager dans toute l'Europe, la doctrine, la discipline et le gouvernement de leur église. Quoi qu'il en soit, les Hollandais, à qui l'on donnait généralement le nom de luthériens, prirent celui de « Réformés » à l'imitation des Français, et c'est ce nom qu'ils porteront désormais dans l'Histoire. Il est vrai que si longtemps qu'ils furent sous le joug espagnol, la crainte de la disgrâce de leur souverain les empêcha de se nommer ainsi : ils se qualifièrent « d'associés des frères de la Confession d'Augsbourg. »

C'est bien en effet en 1574, au Synode d'Emden que la « *Confessio Belgica* » fut solennellement adoptée, mais sa composition était antérieure à cette date. Elle avait été écrite en 1562 <sup>1</sup> en Flandre, par Guy de Brès (ou de Brai) <sup>2</sup>, et quelques autres ministres qu'il avait pu consulter dans ces temps difficiles, entre autres Adrien Saravia. Au reste, dans l'esprit de ceux qui l'élaborèrent, cette Confession ne devait pas être synonyme de norme de la foi, et ne devait aucunement prouver l'orthodoxie de ceux qui l'accepteraient. On pensait moins à la fixation de la doctrine, qu'à une défense légitime et raisonnée dans ces moments de guerre et de persécution, or, la « *Confessio Belgica* » voulait pré-

(1) Brandt, *Histoire de la Réformation des Pays-Bas*, livre v, page 105.

(2) Il y a discussion entre les historiens pour savoir s'il faut écrire Guy de Brès ou Guy de Brai; la première orthographe est la plus probable. Voyez D. Ollier, *Guy de Brès*, Paris, 1883.

cisément être la justification des sentiments professés par les Réformés néerlandais, en montrant que leurs principes dérivaien des Ecritures. Le Synode d'Anvers de 1566 approuva la « *Confessio Belgica* », qui fut réimprimée et envoyée à Philippe II cette même année par l'intermédiaire du marquis de Mons et du baron de Montigny, délégués en Espagne dans les circonstances suivantes. Philippe de Marnix, seigneur de Sainte-Aldegonde, gentilhomme très distingué par son éloquence, son adresse et son habileté politique, fut le premier moteur d'une ligue entre les nobles, connue sous le nom de « compromis » par lequel ils s'engageaient à se soutenir les uns les autres pour empêcher l'établissement de l'inquisition <sup>1</sup>. Nous ne pouvons donner ici les termes mêmes de ce compromis, vu le peu de place dont nous disposons, qu'il nous suffise de constater qu'il se répandit promptement dans toutes les provinces et fut signé de personnes de tout rang et de toute secte. Des livres où l'on soutenait la nécessité de la liberté de conscience, et où l'on faisait des peintures hideuses de l'inquisition, parurent en même temps et furent prodigieusement multipliés. Marguerite de Parme, sœur naturelle de Philippe II et alors régente des Pays-Bas, commença à redouter les suites de tant de murmures : elle convoqua en conséquence le prince d'Orange, les comtes d'Egmont et de Horn, et les pria de leur donner leurs avis sans ménagements et sans réserve. Dans l'intervalle de ces délibérations, un si grand nombre de personnes avaient accédé au com-

(1) G. Brandt, *Histoire de la Réformation des Pays-Bas*, livre VI, page 123.

promis, que les confédérés se crurent assez forts pour tenter de remplir leurs engagements. A la publication de nouveaux édits plus rigoureux que les autres, ils demandèrent une entrevue à la Régente pour lui communiquer leurs sentiments sur des sujets importants qui intéressaient également le Roi, leur souverain, et leur sûreté personnelle. L'entrevue leur fut accordée et le résultat en parut satisfaisant : la Régente, après une première réponse très vague, craignant de renvoyer les confédérés trop aigris, promit de procéder avec une grande douceur contre les coupables, et, pour accéder à la requête qu'on lui avait présentée, elle fit partir aussitôt le marquis de Mons et le baron de Montigny pour aller représenter au Roi les dangers de ces menées intolérantes ; ils emportaient avec eux la « *Confessio Belgica* ». Cette démarche échoua, la Confession manqua son but ; nous verrons malheureusement qu'elle entraîna des conséquences imprévues par ses auteurs, et qu'elle fut dans l'Eglise, la cause de bien des disputes. C'est ce qui va ressortir du développement de la doctrine, et de l'organisation ecclésiastique que nous allons maintenant aborder.

Un Synode qui se tint à Emden en 1571, sous la présidence de Gaspard Van der Heyden, décida qu'on devait signer la confession de foi en trente-sept articles (*Confessio Belgica*) et se servir du catéchisme de Heidelberg. Nous pouvons constater dès maintenant que, contrairement au dessein de ses auteurs, on considérerait cette confession comme étant la « Glaubensregel » à laquelle tout le monde devait souscrire ; nous verrons que cette idée prendra corps de plus en plus et ce sera l'occasion d'examiner de près la confession elle-même,

et sa valeur intrinsèque. Quant au catéchisme de Heidelberg, il avait été composé à la demande de l'électeur palatin Frédéric III surnommé le Pieux. A l'avènement de ce prince au trône en 1559, l'Eglise était divisée par les disputes des divers partis luthériens, mélanchtoniens et zwingliens. Frédéric III prit le parti des Calvinistes et s'occupa, pour fixer la doctrine, de faire un catéchisme. Il en chargea Zacharie Beer (*Ursinus*) de Breslau (1534-1583), savant et docteur qui avait été élève de Mélanchton, et Gaspar von der Olevig (*Olevianus*) de Trèves (1536-1585), prédicateur remarquable, disciple de Calvin. Ursinus et Olévianus, comme on les appelle ordinairement, utilisèrent pour cela les catéchismes de Calvin, Lasky, Bullinger, et présentèrent en 1562, au Synode de Heidelberg qui l'approuva, un catéchisme qui prit le nom de cette ville. Il parut en allemand en 1563, chez J. Mayer, à Heidelberg, sous ce titre : « *Catechismus oder christliche Unterricht wie er in den Kirchen und Schulen der Kurfürstlichen Pfalz getrieben wird* ». Josué Lagus et Lambert Pithopœus en donnèrent une traduction latine en 1563; il fut également traduit en Hollandais en 1566 par Pierre Dathenus. Le catéchisme de Heidelberg, dont la doctrine est l'orthodoxie réformée, est composé de 129 questions et réponses. « Le Christianisme y apparaît avant tout comme un don gratuit et inaltérable que Dieu a fait à l'homme pécheur, et auquel le croyant répond par une reconnaissance et joyeuse confiance <sup>1</sup> ». Au reste, la rédaction

(1) Lichtenberger, *Encyclopédie des Sciences religieuses*, article *Heidelberg*, par F. Chaponnière.

portait la marque des qualités de ses auteurs, joignant à la lucidité et à l'intimité à la fois une grande vigueur et une grande douceur dont les effets sur l'esprit des enfants étaient incontestables.

Le Synode de Dordrecht, en 1574, déclara obligatoires la signature de la confession de foi pour tous les pasteurs et l'enseignement du catéchisme de Heidelberg dans toutes les écoles, comme contenant tout ce qui est nécessaire au bonheur.

Un second Synode tenu à Dordrecht en 1578, sous la présidence de Pierre Dathénus, étendit la signature de la confession jusqu'aux professeurs de théologie, et déclara que les anciens des Eglises feraient bien d'y souscrire également. En même temps, ce Synode s'opposa fortement à ce que l'Etat se mêlât des affaires de l'Eglise. En effet, en 1567, il avait déjà paru une discipline en 40 articles, dans laquelle les charges de pasteurs, de diacres et d'anciens étaient déclarées conformes à l'Ecriture; on reconnaissait aux pasteurs et anciens le droit de police dans l'Eglise; mais ce règlement revendiquait le pouvoir dans l'Eglise pour l'autorité civile qui aurait également le droit de promulguer des règlements ecclésiastiques. Le second Synode de Dordrecht maintint le système presbytéro-synodal.

Dans le Synode de Middlebourg, en Zélande (1581), l'organisation de l'Eglise du dernier Synode de Dordrecht fut revue, cà et là changée et améliorée. On insista de nouveau sur l'obligation de signer la confession de foi; on défendit aux prédicateurs d'enseigner quoi que ce fût qui n'ait été auparavant approuvé par les Synodes ou les professeurs de théologie, et l'on

menaça de l'amende, de la suspension des fonctions, même de la destitution ceux qui contreviendraient à ce règlement. C'est ici le cas de faire quelques remarques. La confession de foi en 37 articles qui avait pour titre exact : <sup>1</sup> « *Bekentnisse of Belydenisse des Geloofs* » *in't gemein en centragtiglyk van der gelovigen die* » *in der Nederlanden over al verstroogt zyn, en na de* » *zuiverheid des Evangeliums onzes Hern Jezu* » *Christi begeren to leven* », et dont on imposait ainsi la signature n'était rien moins que parfaite. Regenboog et Limborch nous apprennent tous deux que dans mainte occasion on demandait « quels sont donc ces 37 articles qui forment la confession ? » Il résulte d'autres considérations, que la traduction en hollandais en était encore fort rare, et de plus défectueuse et incompréhensible en bien des endroits ; la preuve en est que dans ce Synode de Middlebourg, on résolut de se procurer une traduction meilleure calquée sur le français ; il semble aussi que dans ce Synode on n'aurait eu qu'un seul exemple en Hollandais, trop défectueux de plus pour qu'on puisse s'y fier afin d'avoir une version plus claire ; d'ailleurs, cette décision d'en faire une nouvelle traduction, que le Synode prit en 1581, ne semble avoir eu un résultat positif dans cette ville même de Middlebourg, que longtemps après seulement en 1611. Limborch va plus loin : « la confession, dit-il, ne fut jamais examinée dans aucun Synode, avant d'être approuvée, ni jamais lue dans les Consis-

(2) Le titre latin de la confessio Belgico était : « *Confessio vere christiand ecclesiarum reformatarum Belgicæ continens summam doctrinæ de Deo et de æterna animarum salute* ».

toires ou les classes ; quand il en fut question , ce fut seulement pour l'approuver comme la confession commune à toutes les Eglises des Pays-Bas ; dans les actes d'aucun Synode il n'est question de l'examiner, et quand il s'agissait pour les pasteurs de la signer, ils demandaient souvent ce qu'elle contenait ». Ceci nous semble un peu exagéré, car il fallait au moins la lire pour déclarer qu'elle était défectueuse, ce que fit le Synode de Middlebourg. Toutefois, il est vrai qu'il s'agissait plutôt de la forme que du fond, et qu'on était obligé de l'accepter sans examen et sans avoir le droit de la contrôler par l'Ecriture. C'est justement ce point qui distinguait alors les libéraux des orthodoxes. Les premiers ne voulaient tirer leurs croyances et leurs enseignements que de l'Ecriture ; les seconds mettaient la confession, le catéchisme, les ouvrages des Réformateurs en général sur le même pied que la Bible, et si l'on devait expliquer l'un par l'autre, c'était plutôt à leur avis la Bible qui devait être commentée et contrôlée par les autres ouvrages. Animés de ces sentiments, les membres du Synode de Middlebourg appelèrent devant eux un pasteur de Leyde nommé Gaspard Koolhaas qui n'avait pas voulu signer la confession et le catéchisme. Mais Koolhaas ne leur reconnut pas le droit de le juger, et en conséquence le Synode de Harlem convoqué l'année suivante, l'excommunia et prononça contre lui la formule usuelle : « *Tradimus eum Satanae* ». Voilà ce qu'on appelle de la charité chrétienne. Les Etats, au reste, ne voulurent pas reconnaître ce Synode qui n'avait pas consenti à ce que l'autorité civile s'immiscât dans les affaires de l'Eglise. Guillaume d'Orange établit une commission qui devait

élaborer un projet de gouvernement ecclésiastique ; tout était en bonne voie, quand la mort soudaine du prince remit tout en question.

Pendant le court espace de temps où Leicester fut gouverneur des Pays-Bas, il crut bien faire de convoquer un Synode national à la Haye en 1586. Les dispositions restèrent les mêmes au sujet de la signature de la confession de foi, et l'opposition à l'autorité civile fut aussi forte ; naturellement, les Etats de Hollande protestèrent et, pour prévenir les troubles qui renaissaient sans cesse, formèrent en 1591, à la Haye, une nouvelle commission dont le projet aboutit enfin, ou à peu près. Les Consistoires, les Classes et les Synodes étaient maintenus. Le Consistoire est l'assemblée des ministres, anciens et diacres d'une seule Eglise ; l'assemblée de tous les ministres d'un certain district forme la Classe ; les Classes sont subordonnées aux Synodes provinciaux qui sont les assemblées de toutes les Eglises d'une même province. D'après la nouvelle discipline, les magistrats devaient avoir égalité de voix avec le Consistoire pour l'élection des ministres, et l'élection étant faite, il fallait qu'elle plût au bourgmestre, autrement c'était à refaire <sup>1</sup>.

Il y eut encore des mécontents. « On avait accordé trop de droits à l'autorité civile, on avait vendu l'Eglise, on devait infliger un blâme aux pasteurs qui avaient collaboré au projet etc., etc. ; les plaintes étaient nombreuses et le bon accord difficile à établir. Les gens sensés trouvaient bien que les orthodoxes dépassaient

(1) G. Brandt, *Histoire de la Réformation des Pays-Bas*, livre xv ; page 326.

le but : il fallait être orthodoxe, réformé, oui, sans doute, mais il fallait aussi être conséquent avec soi-même. Or les orthodoxes, qui estimaient la Confession de foi au même point que la Bible, péchaient contre la Confession elle-même ; celle-ci disait en effet <sup>1</sup> : « les » Saintes Ecritures renferment complètement la volonté » de Dieu, et tout ce que l'homme doit croire y est » suffisamment enseigné ; il ne faut jamais placer » auprès d'elles les écrits d'un homme si sacrés qu'ils » soient. »

En 1602, parut un traité intitulé : « *Zamenspraak van drie Personen, synde een Hollander, Emden, en Gereformerder,* » (*in-quarto*) en réponse à la traduction du « *De Haereticis* » de Bèze par Bogerman et Geldorp, qui avaient voulu par là montrer que leur religion était la seule vraie. Le traité en question malmenait fort les pasteurs et n'épargnait pas leur orthodoxie. On se mit également à faire de l'opposition aux écrits des réformateurs, surtout sur le chapitre de la prédestination ; mais les jeunes pasteurs, qui avaient pour la plupart étudié à Genève, revenaient enthousiasmés de ces idées ; aussi obtinrent-ils une forte majorité dans les Consistoires et les Synodes. Les orthodoxes en arguèrent de plus belle. Au Synode de 1601 à Rotterdam, on décida qu'il fallait signer la confession de foi ; on prétendit par elle expliquer l'Ecriture, on alla jusqu'au ridicule, mais ce n'était pas le dernier terme, la méchanceté s'en mêla. La classe des ministres d'Alkmaar voulut soumettre les pasteurs de cette ville à régler leur foi sur la Confession et le

(1) *Confession Belgica*, Article v, vii.

catéchisme d'après un nouveau formulaire. Cinq d'entre eux, ayant refusé d'y souscrire, furent destitués de leur emploi. Comme Adolphe Venator était le plus redoutable par ses talents, la haine théologique ne manqua pas de décrier ses mœurs. La classe même soutenait que cette affaire ne devait ressortir qu'à son tribunal. « L'autorité séculaire, disait-elle, ne pouvait » s'immiscer en de pareilles matières sans porter la » main à l'encensoir et violer la puissance que Jésus- » Christ avait transmise à ses ministres. » Les Etats s'alarmèrent d'une prétention qui tendait à ressusciter la tyrannie sacerdotale avec la distinction des deux puissances, et à former un nouvel état dans l'état ; ils prirent le parti des ministres faibles et persécutés qui s'empressèrent de reconnaître l'autorité qui les défendait. Mais les Etats de Hollande et la régence d'Alkmaar eurent beau soutenir les ministres déposés, la classe refusa de se soumettre et fit trainer l'affaire jusqu'au renouvellement des autorités. Cet artifice les fit triompher.

C'est à ce moment qu'un homme érudit, mais inquiet et turbulent, nommé Dirk Kantor, tenta de rentrer dans la charge dont on l'avait écarté, en s'appuyant sur les orthodoxes, et même sur les catholiques ; mais il ne réussit pas à satisfaire son ambition et au moment où il croyait triompher, il fut déposé par les Etats et banni <sup>1</sup>. Sur ces entrefaites, les libéraux réclamaient la tolérance pour leurs idées, ou un synode national pour les examiner, et réviser la confession de foi et le catéchisme. A cette dernière condition, plusieurs états

(1) Chatelain, *Histoire du Synode de Dordrecht*, page 52.

se décidèrent pour un synode national, en 1606. Au Synode de Groningue, en 1607, on voulut changer le terme de révision qui paraissait trop dur ; le mot fut changé, mais le fait resta, et les pasteurs furent invités à faire connaître à ce sujet, leurs avis, en les adressant aux Etats sous pli cacheté pour être conservés et ouverts seulement au moment de la tenue du Synode national.

Comme nous allons le voir, bien des discussions devaient surgir avant ce Synode, et la fameuse révision de la Confession et du catéchisme devait être reléguée au second plan et céder le pas à la querelle importante sur la prédestination. C'est de cette doctrine et de l'homme éminent qui devait s'élever contre elle, qu'il nous faut maintenant parler. Mais avant, nous ferons brièvement l'histoire de ce dogme et nous dirons comment Calvin y avait été conduit.

Il est de toute évidence, d'après les nombreux auteurs qui en font foi, que les premiers auteurs chrétiens jusqu'à Augustin, ne connaissaient pas du tout l'idée de la prédestination absolue. La prédestination était pour eux absolument subordonnée à la prescience de Dieu. Dans son « *Historia Pelagii* » livre vi, tome viii, Gérard Vossius nous dit : « Les Pères grecs tous et les Pères latins avant Augustin, ont coutume de dire, que ceux-là sont prédestinés à la vie que Dieu a prévus dans sa sagesse devoir être vainqueurs ; ou bien comme d'autres disent : Ceux qui sont prédestinés à la vie, sont ceux que Dieu a prévus devoir croire et persévérer dans la foi, comme le dit 1 *Timothée*, 1 » . Tel fut aussi le sentiment d'Augustin avant sa controverse avec Pélage ; mais alors, soit qu'il ait été entraîné

trop loin dans l'ardeur de la discussion, ou qu'il ne fût pas encore complètement débarrassé de l'erreur des Manichéens (dans laquelle lui-même reconnaît être tombé) il posa le premier dans l'Eglise la doctrine de la prédestination absolue, et la défendit de tout le poids de son autorité. S'il eut de nombreux partisans, l'absoluité de sa doctrine lui suscita également des adversaires sérieux ; et depuis cette époque jusqu'à la Réformation, toutes les fois que la discussion reprit avec une nouvelle force, s'il y eut toujours des hommes tentés de prendre le parti d'Augustin, il s'en trouva toujours aussi pour défendre, à l'aide des Ecritures, l'opinion contraire.

Luther, moine de l'ordre de Saint-Augustin, partagea le sentiment de ce Père sur la prédestination, mais il alla encore plus loin que lui ; non seulement il se déclara formellement contre la liberté de l'homme, mais il supprima même le mot de liberté dans son livre contre Erasme « *De servo arbitrio* ». D'autres, partisans également de la prédestination absolue, furent moins francs que Luther, et conservèrent le mot de liberté pour qu'on ne pût les accuser de vouloir supprimer la chose. Philippe Mélanchton, dans sa première édition des « *Loci communes* », se déclara pour l'avis de Luther, mais, dans les éditions subséquentes, il changea d'opinion ; dès ce moment, les luthériens abandonnèrent l'idée de la prédestination absolue et enseignèrent la prédestination conditionnelle.

Calvin et ses sectateurs se montrèrent ardents défenseurs de la prédestination absolue. Après avoir affirmé que le salut consistait essentiellement dans le pardon, et que l'homme ne pouvait obtenir ce pardon que par la

pure grâce de Dieu, Calvin fut naturellement amené à penser que, s'il y avait quelques hommes de sauvés au milieu de générations entièrement perdues, cela devait arriver par un décret éternel de Dieu : Dieu accordait sa grâce (foi salutaire) à quelques-uns, et la refusait à d'autres ; ceux qui la recevaient y étaient donc prédestinés. Calvin compléta encore la doctrine de la prédestination absolue, en y ajoutant un nouvel article, savoir : « que la foi salutaire était un principe constant et qu'elle » ne pouvait pas se perdre, et par conséquent que ceux » qui sentaient cette foi étaient déjà sûrs de leur salut » éternel. »

Cette doctrine rigide qui fait de Dieu le bourreau du plus grand nombre, l'égoïste et partial sauveur de quelques-uns, ne pouvait manquer de trouver des adversaires. De ce nombre, fut à Genève Sébastien Castellion (Chateillon) ; ce théologien, né à Châtillon-en-Bresse, de parents pauvres, avait réussi cependant à satisfaire son goût pour l'étude : chargé, en qualité de précepteur, d'accompagner trois jeunes gens à l'Université de Lyon, il en profita pour se perfectionner dans les langues latine et grecque, et commença même l'étude de l'hébreu. Passant à Strasbourg en 1540, il y fit la connaissance de Calvin qui apprécia fort ses qualités, et l'appela auprès de lui, dès son retour à Genève, pour en faire le régent du collège. Dans l'exercice de ces fonctions, il acquit l'estime universelle, si bien que l'on était presque décidé, sur sa demande, à le consacrer aux fonctions pastorales. Mais Calvin, mécontent de quelques libertés que Castellion s'était permises dans l'interprétation de la Bible s'y opposa et le fit écarter du ministère. Profondément blessé, Castellion se retira

à Bâle, où il enseigna le grec et se livra à d'importantes études bibliques ; c'est alors que dans quatre de ses « dialogues sacrés » <sup>1</sup>, il combattit les idées de Calvin sur la prédestination. Celui-ci, déjà irrité des censures de Castellion à propos du supplice de Servet, lui fit avec Bèze quelques violentes réponses, et obtint du conseil de Bâle, en 1563, qu'on lui interdit dorénavant de s'occuper de théologie. Castellion mourut cette même année, laissant sa famille dans une extrême misère, mais entourée du respect universel.

Un autre adversaire de la prédestination à Genève fut un ancien carme italien, Jérôme Bolsec ; en 1551, il se permit d'attaquer en plein temple un sermon qui enseignait le décret absolu d'élection. Réfuté par Calvin et Farel, il se vit encore incarcéré et retenu en prison par l'ordre du Conseil. Ce n'est qu'après avoir fait disputer les deux parties alliées, en présence des cantons, et sur la demande de M. de Fallais, son protecteur, que le Conseil le remit en liberté. Il se retira à Thonon, sur le territoire Bernois, d'où il suscita une vive opposition à son adversaire, surtout quand ce dernier eût fait brûler Servet. Il essaya cependant de se réconcilier avec Calvin en rétractant ses erreurs au Synode d'Orléans en 1563 ; dans la suite, il abjura le protestantisme et commença une série de libelles pleins de calomnies sur la Réforme et les Réformateurs.

Vers 1550, un ancien ermite bourguignon converti à la Réforme, du nom de Trolliet, s'était également déclaré contre Calvin et l'avait accusé de faire Dieu auteur.

(1) *Dialogi IV, de prædestinatione ; de electione ; de libero arbitrio ; de fide*, Arnsdorffii, 1578.

du péché. Il fut bientôt comme les autres réduit au silence.

Dans les Pays-Bas, au commencement de la Réforme, on ne s'inquiéta guère de controverse sur ce point, c'était assez, semblait-il, d'avoir à combattre les erreurs et les superstitions de l'Eglise romaine; quant aux doctrines qui n'avaient pas de rapport avec ce culte fanatique, on les accepta telles quelles. Mais lorsque, par la suite, les disciples des docteurs de Genève et du Palatinat qui étaient tous de rigides prédestinés, affluèrent et l'emportèrent par le nombre dans les Eglises néerlandaises, ils eurent l'idée de faire accepter par les Eglises les principes favoris de leurs maîtres, et de les y faire souscrire, comme à une règle de foi, dont il ne fallait pas s'écarter. C'est alors que s'élevèrent de nombreuses protestations. Déjà quelques différences d'opinions sur la prédestination telle que l'enseignait Calvin s'étaient ouvertement manifestées, de la part de Jean Isbrandtson, ministre de Rotterdam, ainsi que de Clément Martenson, premier pasteur réformé à Hoorn. Il est vrai que la plupart des ministres de Hollande suivaient les idées de Calvin par rapport à ce dogme, mais quelques théologiens, plusieurs magistrats, une infinité de laïques ne l'approuvaient pas <sup>1</sup>, entre autres : Anastase Veluanus en Frise, Gellius Snécanus, Jean-Holman Second, professeur à Leyde, Herman Herberts, etc. Hubert Duifhuis, curé de Saint-Michel d'Utrecht, avait, en 1578, rompu avec l'Eglise catholique, dont il condamnait les erreurs; mais il

(1) G. Brandt, *Histoire de la Réformation des Pays-Bas*, livre X, page 222.

n'embrassa pas non plus franchement la Réforme, car il repoussait énergiquement toute confession de foi obligatoire ; il constitua une sorte d'Eglise mixte, sans diacres ni consistoire, dans laquelle il disait tour à tour la messe pour les catholiques et le service réformé pour les protestants. Il condamnait toute espèce de persécution, ne se servait que de la Bible pour enseigner ; il s'opposa ouvertement à la prédestination, disant que les hommes qui périssent, périssent par leurs fautes.

Son exemple fut suivi par plusieurs Eglises, les pasteurs en étaient appelés « prédicateurs de l'Ancien et Nouveau Testament », parce qu'ils ne voulaient souscrire à aucune confession de foi, ni à aucun catéchisme ; ils rejetaient en particulier le dogme de la prédestination tel qu'il se trouvait dans la « *Confessio Belgica* » et surtout dans les ouvrages de Calvin. Parmi les adversaires de la prédestination absolue, en Hollande, deux surtout sont à remarquer.

En 1580, Gaspard Koolhaas, pasteur à Leyde, et qui avait eu l'honneur d'ouvrir l'Université de cette ville en 1575, eut une dispute avec Luc Hepse, son collègue, à propos de la prédestination absolue qu'il désapprouvait. La controverse commencée à propos de l'élection des diacres et des anciens, s'était étendue à des sujets plus importants ; parurent des écrits de Koolhaas, qui furent traités de « scandaleux, contraires à la saine Doctrine et incompatibles avec eux-mêmes », ils furent condamnés ainsi que leur auteur par le Synode de Middlebourg et plus tard par celui de Haarlem, comme nous l'avons dit.

Vers la même époque survint une discussion entre

Dirick Volkerts-Zoon Koornhert, secrétaire des Etats, et les pasteurs Arnold Cornélius et Reginald Donteklok, sur la prédestination. Koornhert publia trois petits ouvrages touchant la permission et les décrets de Dieu ; il disait dans sa préface que « tous ceux qui le connaissent lui rendraient témoignage qu'il avait toujours mené une vie paisible, et n'avait jamais attaqué aucune religion. . . . » Il disait « qu'il avait composé trois petits traités pour faire voir les raisons qui l'avaient empêché de souscrire aux opinions de Bèze et de Calvin et pour prouver qu'ils avaient des erreurs grossières et dangereuses sur des articles d'une si grande importance que Bèze lui-même les appelle le seul fondement de notre salut ».

Tel était l'état des choses lorsque Jacob Arminius fut appelé au pastorat dans la ville d'Amsterdam. Disons rapidement quelques mots sur ce grand homme qui va devenir le chef des libéraux et dont les intolérantes menées des rigoristes attristeront la fin.

En 1560, au plus fort de la Révolution protestante, dans un petit village de la Sud-Hollande, nommé Oudewater (vieille eau, de là le nom qu'on lui donne souvent de *Veteraquinas*) naquit Yacob Von Harmine, ou Harmenson, c'est-à-dire Jacques fils d'Herman, qui prit plus tard le nom plus connu d'Arminius. Cet enfant, fils d'un simple coutelier, perdit son père de bonne heure et resta sans ressources. Il fut recueilli par un prêtre catholique qui l'emmena à Utrecht. Plus tard il trouva un autre protecteur dans un hollandais nommé Snell, assez savant dans les mathématiques, et le suivit à Marbourg. Il laissait la Hollande en proie aux horreurs d'une guerre sans merci, et quand, ramené

par l'inquiétude, il voulut revoir les lieux où il était né, il trouva Oudewater ravagé et détruit par les troupes Espagnoles, et sa mère, sa sœur, ses frères et autres parents tous égorgés. Il revint à pied à Marbourg. Snel lui fit partager son goût pour la philosophie de Ramus, dont Arminius était enthousiasmé quand il alla étudier à l'Université de Leyde qui venait de se fonder et où il suivit des cours de Lambert Daneau ; en 1582, il fut envoyé aux frais de la ville d'Amsterdam, à Genève, où il étudia sous Théodore de Bèze ; mais sa prédilection pour la doctrine de Ramus déplaisant à ce professeur, il partit pour Bâle où il entendit le célèbre Grynaeus et fit avec succès des leçons publiques ; l'Académie de Bâle voulait lui conférer gratuitement le grade de docteur, mais Arminius refusa par modestie. C'est à Bâle qu'il fit la connaissance d'Uytendogaert, qui resta par la suite un de ses plus fidèles amis ; il retourna à Genève d'où il partit pour l'Italie en compagnie de Junius. A Rome, le spectacle du papisme l'écœura ; à Padoue, il suivit les cours de *Zarabella*, professeur de rhétorique et de philosophie, vers lequel ses idées le portaient naturellement ; puis il revint à Amsterdam. On l'accusa d'avoir été en connivence avec le pape et les Jésuites, pendant son séjour à Rome ; mais Arminius se justifia facilement, et l'année qui suivit son retour (1584) après s'être présenté au Consistoire et avoir été examiné par la classe, il fut nommé pasteur à Amsterdam. Un certificat de Théodore de Bèze l'avait recommandé à Martin Lydius, alors pasteur dans cette même ville ; ce professeur disait : « que la doctrine d'Arminius aussi bien que sa vie lui avaient été prouvées aussi bonnes que possible ». « Et si », disait-il,

« ce que nous espérons qu'il fera, Arminius continue à  
» marcher dans la voie où il est engagé, on peut atten-  
» dre beaucoup de lui ; en effet, Dieu lui a accordé  
» entre autres qualités un esprit de discernement  
» remarquable et une grande rectitude de jugement ;  
» si la piété, qu'il a montrée pendant ses études, con-  
» tinue à grandir, il est impossible que son intelligence  
» fortifiée par l'âge et l'expérience ne produise de  
» nombreux fruits » <sup>1</sup>. Avec de pareils témoignages, il  
n'est pas étonnant que les regards se soient portés sur  
Arminius, et qu'on ait eu recours à lui à la première  
occasion. Arminius était à peine installé qu'il fut prié  
par le Consistoire d'Amsterdam de réfuter les traités  
de Koornhert. Or il y avait deux groupes dans le camp  
prédestination : les infralapsaires, qui disaient que Dieu  
avait damné les hommes après la chute d'Adam, et les  
supralapsaires, qui disaient que cette condamnation  
avait été décrétée de toute éternité. Arminius se mit à  
l'œuvre, mais dans la réfutation des traités de Koorn-  
hert il rencontra de grandes difficultés ; il conçut des  
doutes sérieux sur le sujet ; c'est pourquoi il remit à  
plus tard cette réfutation, pour se donner le temps  
d'approfondir davantage le dogme même de la prédes-  
tination.

Arminius prêchait à ce moment sur l'épître aux  
Romains. Il s'étendit fort sur l'interprétation du chapi-  
tre VII, surtout de la dernière partie, depuis le verset 14  
jusqu'à la fin. A la suite de cette explication, une dis-  
cussion s'éleva, excitée sous main par Pierre Plancius,  
et l'on prévint Arminius que son avis n'était pas con-

(1) Praest. Vir. Epistola 12.

forme à la doctrine reçue dans l'Eglise. Grâce à la prudence des magistrats, cette dispute fut apaisée ; Arminius consigna dans un livre son interprétation de Rom. vii, et prouva qu'elle était conforme à tous les pères avant Augustin, et aux sentiments de beaucoup de docteurs réformés.

Une nouvelle dispute s'éleva peu de temps après, à propos de son explication du chapitre ix de la même épître. Quoique Arminius n'eût pas réfuté l'avis des autres docteurs, mais qu'il eût seulement donné le sien, il se vit en butte à l'indignation générale. On lui fit remarquer à ses prédications la présence de nombreux Luthériens, Mennonites et autres ; la raison en était, disait-on, qu'il devait y avoir un compromis de doctrine entre eux et lui. Dans le Consistoire, on avait souvent discuté avec Arminius sur l'épître aux Romains. Celui-ci affirmait n'enseigner rien qui ne fut d'accord avec la Confession et le catéchisme, et il invitait ses adversaires à fournir leurs preuves. Un jour que cela arriva, Cuchlinus dit : « Que Plancius s'avance et prouve ses accusations contre Arminius. » Plancius ainsi interpellé fit à Arminius quelques objections que ce dernier eut vite réduites à néant et la paix fut rétablie.

Pendant les quelques années que durèrent les pourparlers entre les ecclésiastiques et les Etats de Hollande, à propos d'un Synode National, Arminius fut laissé tranquille. Il ne l'était pourtant pas complètement, car de nombreux scrupules s'étaient élevés dans son esprit, au sujet de la prédestination, et il souhaitait ardemment, se défiant de lui-même, de pouvoir résoudre ces difficultés. Il aurait voulu pouvoir en causer avec quel-

que homme instruit ; or cette occasion se présenta bientôt. Il fut invité en même temps que Junius, professeur de théologie à l'académie de Leyde, aux noces de Cuchlinus, et il put engager avec Junius une conversation à ce sujet. Arminius lui confessa ouvertement ses difficultés, et il fut décidé qu'ils en conféreraient par lettres. De là est sortie la collection de lettres d'Arminius à Junius, qui fut publiée après leur mort <sup>1</sup>.

En l'an 1600, le Synode de la Hollande du Nord chargea Arminius de réfuter les erreurs des anabaptistes ; il accepta volontiers ce travail, mais comme il l'a fait remarquer ensuite, on l'en avait chargé moins parce qu'on attendait de lui une vigoureuse réfutation, qu'une bonne occasion de pouvoir l'attaquer sur ses doctrines, surtout sur le libre arbitre et la prédestination. Plein de cette idée, il crut devoir procéder très lentement, mais il rencontra une foule de nouvelles difficultés, et crut mieux faire en remettant cette rédaction à plus tard.

Cette même année, il se prononça ouvertement contre la nouvelle discipline que Haarlem voulait introduire dans son Eglise, à savoir que les pasteurs devraient signer la Confession de foi tous les ans. C'était en effet une injure aux pasteurs et à la liberté de jugement tout à la fois.

Vers la fin de l'année 1602, par suite de la mort de François Junius, emporté par la peste, la place de professeur de théologie se trouva vacante à l'Université de Leyde. Les Curateurs jetèrent aussitôt les yeux sur

(1) Limborch, *Narratio historica*... de origine et progressu controversiarum in fœderato Belgio de prædestinatione, page 5. Voyez A. Davaine, *Fr. du Jon*, Paris, 1882.

Arminius, dont l'érudition se manifestait de plus en plus ; mais ils rencontrèrent force objections de la part des pasteurs d'Amsterdam d'abord, puis de Gomar, professeur de théologie à Leyde et de Cuchlinus, régent de l'Université. Ce dernier se laissa facilement gagner, Gomar voulut détourner les Curateurs de leur projet, mais, après un entretien avec Uytenbogaert et Arminius, ils maintinrent leur décision en faveur de ce dernier. Pour lever tous les obstacles, ils envoyèrent à Amsterdam une députation pour offrir de vive voix le poste à Arminius et obtenir du Consistoire que celui-ci voulût bien se séparer de son plus illustre prédicateur. Mais le consistoire déclara ne pouvoir se passer de ses services, et comme la députation demanda si on lui reprochait quelque fausse doctrine, promettant s'il en était ainsi de ne pas insister davantage, le Consistoire répondit que non et finit par consentir à leur demande, à deux conditions : que Gomar serait considéré comme le premier professeur de théologie, et qu'un entretien aurait lieu entre lui et Arminius pour sceller leur amitié.

En conséquence, Gomar et Arminius eurent une entrevue en présence de quelques députés des Eglises, des Curateurs et de deux sénateurs. On mit la discussion sur le chapitre VII aux Romains et sur quelques questions qu'Arminius avait posées à Junius dans une de ses lettres, lettre que Gomar avait retrouvée dans les papiers du professeur défunt. Gomar lui demanda catégoriquement son sentiment sur ce chapitre VII, mais Arminius refusa de s'expliquer à moins qu'on ne retirât toute accusation contre lui. Il lui fut répondu qu'on ne l'accusait de rien et alors il se pro-

nonça ouvertement et posa ensuite sur la table son interprétation par écrit, demandant que Gomar ou quelque autre voulut l'examiner. Mais personne ne le voulut faire, on tomba d'accord avec lui et Gomar lui tendit la main de fraternité. Peu après, Arminius obtint le grade de docteur en théologie et partit pour Leyde, emportant avec lui d'excellents certificats du Consistoire d'Amsterdam.

Dans l'exercice de ses fonctions, Arminius expliquait quelques livres de l'Ancien Testament à partir de Jonas, mais il s'arrangeait toujours de manière à interpréter quelques passages du Nouveau. Gomar se mit en colère et l'accusa d'usurper ses fonctions à lui. Arminius répondit tranquillement à ces paroles furieuses, et comme il devait y avoir toute une série de controverses publiques entre Gomar et lui, il demanda qu'on en fit une sur la prédestination. Dans cette séance, il exposa ce qu'il entendait par la prédestination divine ; « c'est, dit-il, le décret par lequel Dieu a établi, que les fidèles en Christ qui persévéreront dans la foi, seront justifiés et sauvés, et les infidèles damnés. » Gomar déclara qu'une telle prédestination n'en était pas une. Arminius, sans répliquer, mit par écrit ce qui s'était passé dans cette controverse. Un certain Festus Hommius, qui cherchait à calomnier Arminius, fut bientôt confondu et réduit au silence. Le malheur était qu'on faisait retomber sur les élèves d'Arminius la haine qu'on avait pour le maître, et que l'on retournait aisément contre le maître les réponses des élèves qui n'avaient pas le don de plaire.

Le bruit des discordes qui régnaient dans l'Université de Leyde s'étant répandu, les états de Hollande, pour ramener la paix, décidèrent de faire comparaître

devant eux Arminius et Gomar. Mais Arminius jugea cette façon de procéder inique, et répondit aux députés qu'il donnerait plutôt sa démission que de ne pas avoir le droit de discuter tels sujets qui lui plairaient. Les députés se retirèrent, mais à une demande formelle de la classe de Dordrecht de faire cesser la querelle au prochain Synode, les professeurs de l'Université de Leyde furent réunis et interrogés sur l'étendue du mal. Ils répondirent que la classe aurait dû agir avec plus de réflexion ; qu'on ne pouvait empêcher les étudiants de discuter entre eux tel sujet qui leur plaisait, et qu'entre les professeurs, il n'y avait pas de contestations sur les points fondamentaux de la doctrine.

Le Synode de Rotterdam de 1605 pensa qu'il fallait agir plus énergiquement et envoya neuf questions aux Curateurs, pour que ceux-ci les soumissent aux professeurs de l'Université. Mais les Curateurs s'y opposèrent, et crurent qu'il valait mieux renvoyer affaire au Synode national que l'on attendait avec impatience. Arminius, auquel les députés avaient caché leur arrivée à Leyde, et contre qui évidemment ces menées étaient dirigées, s'étant procuré les neuf questions par l'intermédiaire de ses amis, y répondit pour la considération de ses élèves. Gomar ne pouvait non plus pardonner à Arminius le nombreux auditoire qui venait écouter ses leçons et en sortant lui-même de l'entendre, Gomar, dans sa fureur ne put s'empêcher de répéter : « On le dit plus savant que Junius ! » Cette même année, il y eut sous la direction d'Arminius une controverse sur la Trinité. La question était née à l'occasion de savoir si c'était à juste titre que le Fils était appelé « *θεός* » ? Arminius le nia, d'où l'on répandit le bruit qu'il avait

des idées erronées sur la divinité du Fils. Déjà en l'année 1599, Arminius, dans une lettre adressée à Uytenbogaert, s'était expliqué tout au long à ce sujet.

Tout le monde attendait alors avec impatience le Synode national. On eut une réunion en 1605 le 22 mai à la Haye pour se préparer au Synode, et régler certaines questions. Il y eut des difficultés d'abord sur le chapitre du jugement à porter sur les controverses de doctrine. Gomar pensait qu'on devait envoyer aux Etats des délégués pour décider la question d'avance. Arminius voulait qu'on entendit dans le Synode non seulement les délégués, mais aussi ceux qu'il représentaient et qu'on ne réglât pas en tout cas la question sans qu'ils en fussent informés. Quant à l'autorité qu'on devait choisir, Arminius voulait que ce fût la Bible, Gomar se réservait le droit d'en référer à la Confession. Enfin Gomar proposait de remplacer la grosse question de la Révision par quelque autre chose. Arminius voulait la maintenir, mais consentit à ce qu'on supprimât la question dans les lettres de convocation, à condition qu'il n'en résulterait pas de préjudice pour la révision elle-même.

A cause des objections d'Arminius et de ses partisans, on l'accusa lui et Uytenbogaert de vouloir empêcher la réunion du Synode. Même Sibrand, dans ses lettres à Melvinus, donna un compte rendu inexact de la séance ; la chose ayant été divulguée, Arminius et son ami se justifièrent aisément de ces calomnies. Un synode de la Hollande du Nord demanda compte à Uytenbogaert de ses votes ; mais il répondit qu'il n'en devait compte qu'aux Etats et non à ce synode, d'où naquit dans cette assemblée une discussion sur le droit des magistrats, puis le Synode s'occupa de la révision du catéchisme et

de la Confession. Uytenbogaert proclama qu'il se livrait à une étude approfondie du sujet, et qu'il remettrait ses remarques en temps et lieu ; le Synode ne se contentant pas de cette réponse, il dit « qu'il y avait trouvé tout ce qui était nécessaire au salut et prouvant d'une manière suffisante les points fondamentaux de la doctrine. » « Que pensait-il des mots et des phrases ? » Etaient-elles exactes et conformes à l'Ecriture ? Uytenbogaert dit qu'il fallait un certain temps pour faire un travail là-dessus, et le synode décida qu'on dût s'en occuper tout de suite, et chercher le meilleur moyen pour faire cesser les différends et conserver intacte la foi de l'Eglise. Mais cette décision déplut aux Etats, parce qu'elle semblait usurper sur les travaux du futur synode national ; de sorte qu'Arminius et Uytenbogaert firent parvenir leurs réflexions directement aux Etats.

Cette même année, parut à Gouda un petit livre destiné à l'instruction chrétienne des enfants, qui devint bien connu dans la suite sous le nom de catéchisme de Gouda. Il plaisait à bien des gens à cause de sa simplicité, de l'omission des questions controversées, et parce qu'il était composé entièrement de versets de la Bible ; d'autres personnes trouvèrent qu'il y manquait les premiers éléments de la foi, et dirent qu'un tel livre qui se désintéressait des erreurs commises sur la doctrine aurait pu être bon aux premiers âges, où l'on ne connaissait pas ces erreurs, mais non dans les temps actuels. Le pasteur Donteklokk en fit une acerbe réfutation, inaugurant ainsi la série des œuvres polémiques dans les Pays-Bas.

On n'inquiétait pas seulement Arminius et Uytenbogaert à propos de leurs votes, la calomnie allait

plus loin. On les accusa de recevoir des lettres du Pape, de favoriser le culte catholique et de recommander à leurs élèves la lecture des Pères Jésuites Suarez et autres, tandis qu'ils professaient un profond mépris pour les œuvres de Calvin, Bèze, etc. Arminius apprit ces calomnies avec la magnanimité d'âme qui le caractérisait. Il écrivit à cette époque une défense et une apologie de ses doctrines contre trente-deux articles, dans lesquels on avait cherché, en prenant les chapitres importants de la foi, à prouver ses hérésies. Il écrivit aussi à Hippolyte de Colibes, légat palatin, une lettre, qui lui avait été demandée sur la grâce, la justification et les principaux dogmes, et qui figure aujourd'hui dans la collection de ses œuvres.

Incessamment accusés et décriés, Arminius et Uytenbogaert adressèrent aux Etats une supplique, dans laquelle ils demandaient qu'on fit cesser les calomnies ; Arminius présenta une seconde supplique, dans laquelle il demandait une comparution devant les Etats, ne pouvant plus se défendre autrement. En conséquence, les Etats appelèrent Arminius et Gomar devant un Sénat juridique, ou haute cour de justice, pour s'expliquer. Les Eglises exprimèrent leur mécontentement, réclamant le Synode promis et protestant qu'une affaire ecclésiastique ne devait être jugée que par des ecclésiastiques. Les Etats répondirent qu'ils ne jugeaient pas ainsi ; qu'ils voulaient être mis au courant de la question, et que le résultat serait communiqué soit à un Synode provincial, soit au Synode National. Gomar et Arminius furent donc appelés. Après bien des détours, Gomar finit par dire son sentiment et le présenta ensuite par écrit. Arminius fit de même et pro-

posa même d'écrire aussi ses remarques plus détaillées sur la Confession et le Catéchisme. Les députés de la commission rapportèrent aux Etats que les deux professeurs ne différaient pas sur des points importants. « Comment, s'écria Gomar, cette controverse est de la » dernière importance ; je ne voudrais pas comparaître » devant le tribunal de Dieu avec les sentiments d'Ar- » minius. Si les Etats ne préviennent cet orage, nous » verrons s'élever autel contre autel, ville contre ville, » province contre province. » Les Etats suspendirent pour un temps tous les Synodes provinciaux, et quand ils les autorisèrent de nouveau, ce fut à la condition qu'ils n'exigeraient pas des pasteurs leur avis sur la révision du catéchisme et de la Confession et qu'ils ne porteraient aucun jugement sur ceux qui auraient expliqué aux Etats la raison de leur vote dans le Synode préparatoire de la Haye.

Peu après, Arminius fut de nouveau mandé devant les Etats, pour donner une plus ample explication, ce qu'il fit de la manière la plus claire ; Gomar demanda à être entendu à son tour ; il produisit plusieurs accusations contre Arminius et s'emporta dans une colère impuissante. Il supplia les Etats, en terminant, de réunir un Synode provincial et de faire juger la chose.

Comme nous l'avons déjà dit, en 1504, Arminius, outre ses controverses sur la prédestination avec Gomar, qui étaient antérieures, publia des thèses sur ce sujet. Gomar, soit de son propre mouvement, soit à l'instigation de ses partisans, en écrivit une réfutation dans laquelle il déclara que les objets de la prédestination divine étaient « *creaturae rationabiles, damnabiles, creabiles, reparabiles* ». Les deux déclarations furent traduites en

hollandais en 1609. Le pasteur Donteklokk, écrivit un dialogue, où il montrait que l'opinion d'Arminius était contraire à celle de l'Eglise réformée, et que celle de Gomar, quoique poussée un peu loin, s'en rapprochait beaucoup. En réponse à ce livre, Arnold Corvin publia « *Christiana et seria admonitio ad pacem* » où il montra que c'était Gomar et non Arminius qui s'écartait de la vérité, puisque les Eglises des Pays-Bas n'avaient jamais reconnu pour leur l'opinion plus stricte, qui met la prédestination avant la chute. A quoi Donteklokk riposta en accusant le « *Monitor ad pacem* » de vouloir introduire une nouvelle doctrine en religion.

Toutes ces polémiques envenimaient la querelle qui fut portée par les Etats, en juillet 1609, devant le Synode provincial de la Haye, pour voir s'il n'y aurait pas quelque moyen d'en finir. Gomar exagéra beaucoup les dissensions, et vu la santé défaillante d'Arminius, l'assemblée fut bientôt dissoute. Depuis quelque temps déjà, Arminius souffrait d'une maladie qui s'aggrava de plus en plus et l'emporta le 19 octobre de cette même année, sans toutefois que sa mort mit fin au débat, comme nous le verrons par la suite.

Arminius était un homme pieux, prudent et doux; il joignait à ces qualités une grande timidité, qui se changeait en une énergique franchise quand il s'agissait de la vérité, et nul plus que lui ne désirait la paix dans l'Eglise. Mais il vécut dans des moments difficiles et eut affaire avec Gomar, qui était un homme emporté, ardent, et incapable de mettre un frein à ses passions. Par une bizarre contradiction, Jean Hoornbeck, qui ne craignit pas d'appeler Arminius « un violateur de la » paix, par le moyen duquel Satan s'appliquait à allu-

» mer un incendie général dans la patrie et l'Eglise », reconnaît cependant qu'il avait « *mitiorem animum* ». Matthias Martin, dans une lettre à Vorstius, rend à Arminius ce témoignage : « il m'a paru être un homme » craignant Dieu, très instruit, versé dans les Ecritures, » très circonspect. Quant à ses erreurs, s'il y en a, si » elles sont grandes ou nombreuses, je ne l'ai jamais pu » savoir. Dieu seul sait ce qui en est. »

Ceux qui ont parlé de Gomar, tout en rendant pleine justice à son érudition, dépeignent son caractère comme n'étant rien moins que parfait. Un adversaire des remonstrants dit de lui : « *vir multigenae eruditionis*, » fervente zelo et vehementi, » et ailleurs : « *tetricus* » non erat aut malignus, sed iracundus, et in re subitâ » non facile moderator sui. »

Enfin, Chatelain nous dit dans son histoire du *Synode de Dordrecht* (p. 58) : « C'était un de ces hommes in- » capables de modération, aigres, violents, faciles à se » passionner, parce que leur orgueil se voile à leurs » propres yeux du manteau de la religion. »

Une lettre adressée par Balcanqual, député des Eglises d'Ecosse au Synode de Dordrecht, à Carleton, évêque de Landaff, dépeint Gomar comme un homme dont la présence dans une assemblée ne peut faire naître que des troubles.

Arminius est mort, mais sa cause est bonne, et compte déjà de nombreux adeptes pour la défendre : Malheureusement, ils ne seront pas mieux traités que le maître et n'auront guère plus de succès, sacrifiés, comme ils le seront, par des menées politiques et une malsaine rivalité d'ecclésiastiques fanatisés.

## CHAPITRE II

ARMINIENS ET GOMARISTES. — DISSENSIONS POLITIQUES. —  
DÉMÊLÉS ENTRE L'ÉGLISE ET L'AUTORITÉ CIVILE AVANT  
LE SYNODE DE DORDRECHT.

Après la mort d'Arminius, la querelle qui avait déjà commencé, sur l'Autorité des magistrats en matière de religion, prit un nouveau développement. Les ministres étrangers, venus de Genève et du Palatinat pour prêcher la religion réformée (le calvinisme rigide), habitués au laisser-faire de leurs magistrats, prirent toute l'autorité ecclésiastique entre leurs mains, déclarant que le gouvernement extérieur de l'Eglise était absolument indépendant du pouvoir civil. C'est à l'Eglise seule, disaient-ils, que revenait le droit de faire les lois d'après lesquelles étaient gérées ses affaires; à elle de déclarer mauvaise telle ou telle doctrine, et de punir les coupables. Or, dans les Pays Bas, pendant la guerre avec l'Espagne, les magistrats avaient eu autre chose à faire que de s'occuper des règlements ecclésiastiques. Les pasteurs en avaient profité pour réunir de leur propre chef des assemblées délibérantes (consistoires); mais, une fois la guerre terminée, le préjudice qui leur était porté ne faillit pas d'effrayer les magistrats. L'expulsion des anabaptistes, sous prétexte que leur religion les empêchait de prêter serment, fut le premier acte de l'autorité civile. Mais la dispute s'en-

venimant toujours plus entre les deux partis, malgré les divers moyens tentés pour ramener la paix, les Etats de Hollande voulant y mettre fin et ne faire tort ni aux uns ni aux autres, délèguèrent huit magistrats et huit ecclésiastiques, qui devaient s'entendre définitivement sur leurs droits réciproques. Cette entrevue n'aboutit pas, soit que les ecclésiastiques ne voulussent pas céder en rien sur ce qu'ils regardaient comme leur véritable droit, soit que les prétentions des magistrats fussent trop élevées. Les ecclésiastiques continuèrent à juger les controverses, et à condamner ceux qui différaient de leurs opinions ; les magistrats n'avaient qu'à faire exécuter la sentence. Il est évident que ce procédé avait quelque chose d'inique, car la personne condamnée par l'Eglise était poursuivie par l'autorité civile, et ne gardait pas même ainsi son titre de citoyen, qui le fit tolérer. Cette controverse prit un nouvel essor lorsqu'il s'agit de la révision de la Confession et du Catéchisme, ainsi que de la convocation du Synode. L'Eglise voulait que les pasteurs lui remissent à elle leurs remarques sur le sujet ; son but était de connaître ainsi directement ceux qui ne partageaient pas ses vues et de les dépouiller de leurs fonctions ; les Etats de Hollande, au contraire, voulaient que ces observations leur fussent communiquées à eux, non à l'Eglise, car ils se considéraient comme les protecteurs non seulement de la liberté civile, mais encore de la liberté de conscience. Ceci envenima tellement les esprits, que les Etats crurent bon de laisser s'apaiser le tumulte avant de convoquer un Synode de toutes les Provinces, puisqu'il paraissait impossible de le tenir avec quelque chance de succès. On s'emporta contre la conduite des Etats,

les accusant de violer les droits de l'Eglise que celle-ci tenait directement du Christ ; les magistrats soutenaient de leur côté que les prétentions des ecclésiastiques leur enlevaient jusqu'à l'ombre de l'autorité. Jean Uytenbogaert, appelé par les Etats, après s'être défendu lui et son maître Arminius contre certaines accusations, déclara que pour mettre fin à ces discordes, il fallait simplement faire cesser la rivalité entre les deux autorités au profit du pouvoir des magistrats. L'Eglise ne pardonna pas ces paroles à Uytenbogaert. Gomar répondit avec sa véhémence ordinaire : Parler de rivalité, c'était pure calomnie, disait-il, car elle n'existait que dans l'Eglise romaine, et elle était le signe, le présage de l'antéchrist. Uytenbogaert, en 1610, répondit à Gomar dans un traité intitulé : « *De auctoritate Christiani magistratus in rebus ecclésiasticis* », où il montra que l'Eglise romaine n'admet pas cette rivalité entre les deux pouvoirs, car elle réclame pour elle tous les droits et veut que les magistrats eux-mêmes lui soient soumis ; il ajoute que cette rivalité, c'est Gomar et ses partisans qui la préconisent, mais que cet état de chose ne peut exister qu'au détriment de la paix de la République et de tout bon ordre. C'est à l'autorité civile, dit-il, qu'incombe la tâche d'établir le culte public de la vraie religion ; d'élever des temples pour le faire célébrer, et de formuler les règlements qui doivent assurer la paix et le bon ordre dans ces églises. A elle d'y nommer des pasteurs qui enseignent cette vraie religion, de remplacer ceux qui ne s'acquittent pas convenablement de leurs fonctions, ou qui sont incapables, à elle enfin, de régler les questions d'heure, de lieu, et en général tout ce qui concerne le gouvernement

extérieur de l'Eglise. Chaleureusement approuvé par les uns, entre autres par Adrien Saravia et Jean Mer-sius, son auteur fut en butte aux injures et aux plus mordantes satires des ecclésiastiques, et accusé d'avoir trahi les droits de l'Eglise. Antoine Walaeus entre autres, six ans après la publication du traité, y opposa un gros volume. Au milieu de ses nombreuses préoccupations, Uytenbogaert ne put donner suite à son projet d'y répondre ; mais vers la fin de sa vie, il se servit contre Voët de quelques idées préparées contre Walaeus. Il montre que ce dernier, et tous ceux qui l'ont attaqué, se sont plus à mettre la controverse sur un terrain faux : c'est ce qu'Episcopius mit également en lumière quand il insista sur la distinction entre les temples publics et les temples privés, distinction implicitement contenue dans le traité d'Uytenbogaert.

Les Arminiens ont toujours affirmé : que les temples publics sont sous la direction des magistrats qui y font enseigner la doctrine qu'ils veulent, sans pour cela l'imposer aux consciences, ou pouvoir condamner une opinion contraire. Si un pasteur désire consacrer ses facultés aux temples publics, il va sans dire qu'il doit accepter la doctrine que l'autorité civile y maintient. S'il en est qui ne l'acceptent pas, ils sont libres de se retirer et d'exercer leur culte dans des temples ou édifices particuliers. Telle fut et telle a toujours été l'opinion des Arminiens. Malgré ces discussions, les ecclésiastiques ne voulurent pas se désister de leurs prétentions ; ils se proposèrent de chasser des Eglises tous les Arminiens et de n'en plus admettre aux fonctions pastorales. En certains endroits, ils publièrent des décrets dans ce sens, en opposition directe

avec les ordres des Etats. La classe d'Alkmaar rédigea un nouveau formulaire pour la signature de la Confession et du Catéchisme, et la Zélande s'empessa de suivre son exemple.

C'est alors que quarante six pasteurs Arminiens présentèrent aux Etats de Hollande, une supplique dite « *Remonstrance* » d'où ils prirent leur nouveau nom de Remonstrants, et dans laquelle, se plaignant des procédés sévères des ecclésiastiques à leur égard au sujet de la prédestination, ils exposent leurs vues qu'ils croient vraies et conformes à la parole de Dieu.

Cette Remonstrance comprenait les cinq articles que voici :

#### I.

De toute éternité, avant la création du monde, Dieu a décrété par une décision immuable et éternelle en son fils Jésus-Christ, de sauver (au sein de l'humanité coupable et déchue par ses péchés), en Christ, pour Christ et par Christ ceux qui, par la grâce du Saint-Esprit, croient à ce Fils et qui persévèrent jusqu'à la fin dans cette foi, et d'un autre côté de rejeter dans le péché et la colère les inconvertis et les incrédules et de les condamner comme éloignés de Christ, d'après cette parole de Jean III, 36 : « Celui qui croit au Fils a la vie » éternelle ; celui qui ne croit point au Fils ne verra point la vie ; mais la colère de Dieu demeure sur lui ».

#### II.

Par conséquent, Jésus-Christ, le Sauveur du monde, est mort pour tous les hommes, de sorte qu'il a obtenu

pour tous, par la mort sur la croix, le pardon et la rémission de leurs péchés, mais de façon que les fidèles seuls jouissent vraiment de ce pardon selon Jean III, 16 : « En effet, Dieu a tant aimé le monde, qu'il a » donné son Fils unique, afin que quiconque croit en » lui ne périsse point, mais qu'il ait la vie éternelle » et, selon I Jean II, 2 : Il est lui-même une victime de propitiation pour nos péchés, non-seulement pour les nôtres, mais aussi pour ceux du monde entier. »

### III.

L'homme ne saurait avoir par lui-même la foi sanctifiante, par la force de sa libre volonté, de sorte que dans son état de chute et de péché, il ne peut ni faire, ni penser par lui-même quelque chose de bien ; mais il a besoin du Saint-Esprit, afin que, par Dieu et en Jésus-Christ, il soit créé de nouveau, quant à son esprit, ses passions et sa volonté, et qu'il comprenne, saisisse, veuille et accomplisse le vrai bien selon les paroles de Christ, Jean XV, 5 : « Car hors de moi, vous ne pouvez » rien faire. »

### IV.

Cette grâce est le commencement, le progrès et l'accomplissement de tout bien, de façon que l'homme régénéré ne saurait croire, vouloir ou faire le bien sans le secours de cette grâce prévenante, stimulante, suivante et coopérante ; donc toutes les bonnes actions imaginables doivent être attribuées à la grâce de Dieu, en Christ. Quant à son action, cette grâce n'est pas

irrésistible (irresistibilis) car il est dit de beaucoup de gens qu'ils ont résisté au Saint-Esprit (Actes VII, 51).

V.

Ceux qui par la vraie foi sont incorporés à Jésus-Christ, et qui en outre participent à son esprit vivifiant, possèdent une force suffisante pour combattre et vaincre Satan, le péché, le monde et leur propre chair, naturellement toujours avec l'aide de la grâce du Saint-Esprit ; Jésus-Christ les assiste de son esprit dans toutes les tentations, leur tend la main, et pourvu qu'ils soient prêts au combat, réclament son aide et soient sur leurs gardes, ils ne sauraient être surpris par aucune ruse ou violence de Satan, ou enlevés de la main de Christ, comme il le dit lui-même, Jean X, 29 : « Et nul ne les ravira de ma main ». A l'égard de cette question : si les hommes ayant commencé d'être à Christ, peuvent par négligence se reprendre d'amour pour le monde, déroger à la sainte doctrine qu'ils ont adoptée, perdre une bonne conscience et abandonner la grâce ? — C'est là une question qu'il faut examiner selon les Saintes Ecritures, avant de pouvoir se prononcer et se faire une conviction.

Les Arminiens ou « Remonstrants », comme nous les appellerons désormais, demandaient que les Etats leur fournissent l'occasion de défendre leurs opinions dans un Synode National, ou, si cela ne pouvait être, d'ordonner qu'on les tolérât et qu'on cessât de les appeler hérétiques, démons et mamelucks. Ils déclaraient en outre que « le but de cette Remonstrance n'était pas de provoquer un schisme, mais seulement de se défendre

contre les accusations portées contre eux ; qu'ils étaient tout disposés soit à convaincre les autres, soit à se laisser convaincre, et qu'enfin si ce dernier cas ne se réalisait pas, ils abdiqueraient, sur l'ordre des Etats, entre les mains des magistrats, et chercheraient une autre manière de satisfaire à leur propre conscience et à celle de leurs ouailles ». Les Etats de Hollande, après avoir pris connaissance des articles Arminiens, ordonnèrent aux classes de prêcher la tolérance et de n'inquiéter personne au sujet de la prédestination jusqu'à plus ample informé. Ceci rencontra une opposition énergique dans certaines classes, notamment à Leyde et à Woerden. Voyons ce qui se passait alors à l'Université de Leyde à propos du choix d'un successeur à Arminius :

Les curateurs proposèrent la chaire de théologie vacante à Vorstius, mais son nom fut à peine prononcé que des ennemis s'élevèrent de toutes parts. Les théologiens de Heidelberg l'accusèrent de douter de la Trinité, des deux natures en Christ, de l'omniprésence et de l'immutabilité de Dieu. Les Contre-remonstrants puisèrent des armes contre lui dans un livre qu'il avait écrit et qui portait pour titre : « *De Deo et attributis divinis* ». Ils s'appuyèrent aussi sur le secours inespéré que leur offrit le roi d'Angleterre Jacques I ; celui-ci écrivit aux Etats pour les engager à refuser la nomination de Vorstius qu'il traita, par l'intermédiaire du chevalier Windwood, son ambassadeur, d'archihérétique, de peste et de monstre ; il les avertissait encore de ne pas se laisser surprendre par les subterfuges et les équivoques de ce blasphémateur. « Endurcissez vos cœurs, écrivait-il, contre la fausse pitié qui vous

crierait de ne pas le faire brûler, jamais aucun hérétique ne l'a mieux mérité ». Ainsi pensait alors ce monarque, qui fut longtemps dans le dessein d'embrasser la religion romaine et qui finit par adopter ces mêmes opinions arminiennes qu'il avait proscrites avec tant de fureur <sup>1</sup>. Jacques donna le premier l'exemple de l'intolérance contre Vorstius en faisant brûler son livre « *De Deo* » à Oxford, Londres et Cambridge. Vorstius répliqua à ses détracteurs par une foule de brochures où il expliquait ses idées, et quoiqu'il eût presque convaincu les Etats, ceux-ci, poussés sans cesse par l'ambassadeur d'Angleterre, engagèrent Vorstius à renoncer à son emploi. On lui donna une pension et il se retira à Gouda pour écrire un livre qui devait le justifier de toutes les accusations formulées contre lui, puis il vécut en exil à Gouda, jusqu'à ce que, condamné par le Synode de Dordrecht, il s'enfuit à Töuningen où il mourut. Episcopius fut choisi pour remplacer Arminius, et Gomar s'étant retiré pour exercer le ministère en Zélande, on lui donna pour successeur Jean Poliander qui partageait ses vues, mais qui était bien moins véhément de caractère. Les curateurs rendirent à Gomar le même témoignage qu'ils avaient donné autrefois à son collègue Arminius ; la seule différence, peu sensible en somme, fut dans ces paroles dites à propos de ce dernier « *De controversiis non judicamus* » qui furent pour Gomar changées en celles-ci « *controversias enim aliis relinquimus* ».

Revenons aux Remonstrants : Au moment où ils remirent aux Etats de Hollande leur supplique ou

(1) Châtelain, *Histoire du Synode de Dordrecht*, page 63.

Remonstrance, ceux-ci, après avoir recommandé aux prédicateurs de ne parler ni d'autorité, ni de prédestination, convoquèrent une assemblée de théologiens des deux camps à la Haye. Cette assemblée se réunit en effet le 11 mars 1611, une année jour pour jour après sa convocation. A cette occasion, les orthodoxes remirent aux Etats une Contre-Remonstrance, dont voici le sommaire :

I.

« Dieu a résolu de sauver dans le genre humain  
» corrompu en Adam, un certain nombre d'hommes  
» qu'il a choisis par un décret éternel et immuable de  
» sa pure miséricorde, et par sa seule bonne volonté ;  
» il les sauve par Christ, les autres sont condamnés  
» par son juste jugement et abandonnés à leurs  
» péchés. »

II.

« Il faut considérer comme étant les élus, ceux qui  
» vivent dans l'alliance avec Dieu autant que les faits  
» ne démontrent clairement le contraire. »

III.

« Dieu, dans cette élection, n'a pas considéré la foi  
» ou la conversion des élus comme étant les conditions  
» de son choix ; mais il a résolu de donner à ceux qu'il  
» a ainsi choisis par sa pure bonne volonté, la foi et la  
» persévérance dans la piété et de les sauver de cette  
» façon.

#### IV.

« Dieu a livré à la mort son fils Jésus-Christ pour  
» sauver ses élus, de manière que la mort du Christ  
» suffisante pour la propitiation des péchés de tous les  
» hommes, n'ait d'efficacité pour la réconciliation avec  
» Dieu que chez les seuls élus. »

#### V.

« Dieu agit avec tant d'efficacité dans le cœur de ses  
» élus, non seulement extérieurement par la prédica-  
» tion de l'Evangile, mais encore intérieurement, qu'ils  
» peuvent se convertir et croire par leurs propres forces,  
» bien plus, croire et être convertis par le seul fait de  
» leur élection. »

#### VI.

« Les vrais fidèles et les régénérés, quoique tombant  
» par leur folie en de graves péchés, sont soutenus et  
» gardés par la même vertu du Saint-Esprit qui les a  
» régénérés, de façon qu'ils ne peuvent, ni définitive-  
» ment ni totalement perdre la foi <sup>1</sup> ».

Comme correspondant à ce dernier article, les Remon-  
strants complétèrent ce qu'ils avaient dit au sujet de la  
perte possible de la grâce en déclarant : « qu'un vrai  
» fidèle peut par sa propre faute, en se laissant aller à

(1) Limborch, *Relatio historica de origine et progressu controversiarum in fœderato Belgio de prædestinatione*, Amsterdam, 1715, page 16.

» des péchés affreux, qu'il commet contre sa conscience  
» et sciemment, s'éloigner de Dieu au point de perdre  
» entièrement la foi. »

A la réunion de la Haye, étaient présents d'un côté : Ruardus Acronius, Pierre Plancius, Jean Becius, Liber-tus Fraxinus, Jean Bogard et Festus Hommius ; du côté des Arminiens : Jean Uytenbogaert, Adrien Bor-rius, Edouard Poppius, Nicolas Grevinkhovius, Jean Corvin et Simon Episcopius. Malgré les nombreuses concessions que firent les Remonstrants, on ne put s'en-tendre et l'on se sépara sans avoir rien fait. Les Etats déclarèrent néanmoins que les pasteurs des deux par-tis eussent à se tolérer mutuellement, à rechercher la paix, laissant de côté les questions controversées ; les Contre-Remonstrants réclamaient à grands cris un Synode national, les Remonstrants une simple tolérance de leurs idées. Ainsi, depuis le début des controverses entre Arminius et Gomar, toutes les assemblées tenues pour résoudre la question avaient été inutiles. Le problème était resté sans solution.

Une tentative de conciliation eut encore lieu à Delft, en 1614, mais sans plus de résultat que les précédentes, vu l'exigence des Gomaristes. Ces disputes continuelles, et la politique de Maurice de Nassau, tout semblait devoir tendre à un schisme et à la condamnation des Remonstrants. Les controverses théologiques se trou-vèrent, en effet, insensiblement, et sans qu'on y pensât, étendues et soutenues par les factions politiques. Depuis longtemps, le zèle violent et inflexible des minis-tres rigides avait déconcerté et même contrarié les mesures du gouvernement ; l'influence qu'ils affectaient d'exercer sur les consciences, le système d'indépendance

qu'ils voulaient établir par le moyen de leurs Synodes, leur penchant à soulever le peuple contre les magistrats qui s'opposaient à leurs projets despotiques, tous ces griefs avaient indisposé l'Etat contre eux ; aussi favorisait-il, de longue main, les ministres qui, par leur opposition, affaiblissaient ce parti que l'union aurait pu rendre redoutable. Comment se fait-il que ce parti favorisé eut finalement le dessous, et comment expliquer le revirement complet du gouvernement, ce sont là deux questions qu'il faut approfondir pour y répondre. La tâche qui se présente ici n'est pas facile. On ne peut, en effet, exiger de l'historien une impartialité complète, car il ne peut rester indifférent, on peut seulement lui demander de vouloir être juste, et c'est ce que nous voulons rechercher dans nos jugements, après quelques réflexions préliminaires.

La part de responsabilité qui revient au gouvernement et à Maurice de Nassau, dans les événements que nous allons raconter, a été jugée bien différemment par les nombreux auteurs qui traitent ce sujet. Deux grands hommes sont ici en présence : Maurice et Olden Barneveld, grand pensionnaire de Hollande. Les écrits Gomaristes accusent Barneveld des déchirements qui eurent lieu dans les Provinces-Unies ; les écrits arminiens accusent au contraire Maurice d'avoir provoqué ces mêmes troubles et la perte de leur cause pour satisfaire son ambition.

En lisant les ouvrages des auteurs Gomaristes, on ne peut s'empêcher de remarquer que le caractère véhément et impétueux des orthodoxes s'y est donné libre carrière ; les Remonstrants sont plus calmes ; ils prouvent par la discussion, tandis que leurs adversaires ac-

cusent en termes catégoriques et parfois même assez grossiers. L'examen des faits eux-mêmes nous éclairera peut-être davantage.

Maurice, prince d'Orange, second fils de Guillaume de Nassau, fondateur de la République Batave, et de Anne de Saxe, naquit en 1567 au château de Dillenburg. Il achevait ses études à Leyde lorsque son père expira, victime d'un lâche assassinat. Dans la confusion horrible qui menaçait d'engloutir l'Etat, le grand pensionnaire Barneveld crut que le meilleur moyen de sauver la République était de conférer au fils les éminentes qualités dont le père avait été revêtu ; aussi les Hollandais se décidèrent-ils facilement à lui conférer le titre de Stathouder. Depuis la mort de son père jusqu'au commencement du siècle suivant, la carrière militaire de Maurice ne fut qu'une longue chaîne non interrompue de victoires, remarquables autant par leur rapidité que par leurs conséquences. Ces succès remplirent le jeune Maurice d'orgueil et d'ambition. Bien que les Espagnols désirassent ardemment la paix, le prince d'Orange, prévoyant qu'elle diminuerait son influence, ne parut pas disposé à la leur accorder. Olden Barneveld, qui n'avait pas seulement en vue la gloire militaire, mais encore la prospérité matérielle du pays, remontra qu'il était temps de laisser respirer les peuples, depuis quarante-deux ans accablés des fatigues de la guerre. Malgré l'opposition de Maurice, une trêve de douze ans fut signée en 1609, mais il ne pardonna pas au grand pensionnaire d'avoir déjoué ses projets ambitieux. « Quand M. de Barneveld était d'avis de » continuer la guerre que le prince désirait, pour l'in- » térêt de sa grandeur, ils étaient fort bien ensemble

» comme l'an 1598, qu'il fut trouver le roi Henri IV  
» en Bretagne, pour le dissuader de faire la paix de  
» Vervins. Mais quand le même Barneveld témoigna  
» d'être enclin à faire la trêve, ce fut pour lors que ce  
» prince ne put s'empêcher de faire éclater son ressen-  
» timent, choquant ouvertement M. de Barneveld dans  
» les conférences publiques, jusqu'à le démentir et  
» même à lever la main sur lui <sup>1</sup> ».

Notons que cette conduite de Maurice était directement opposée à celle qu'il avait tenue précédemment  
« quand il avait pour Barneveld les attentions les plus  
» flatteuses, se penchait sur son sein, l'appelait son  
» bienfaiteur, etc. <sup>2</sup> ».

Quoi de surprenant à ce que Barneveld en ait conçu des soupçons et se soit appliqué à déjouer les tentatives ambitieuses de son protégé? Remarquons aussi, en passant, que les rigoristes, pour faire éclater leur zèle, déclamèrent contre tout projet de paix et n'épargnèrent pas leurs injures aux partisans de la trêve, surtout à Barneveld; les Arminiens, qui devaient aux magistrats de n'être pas écrasés par leurs adversaires supérieurs en nombre et en astuce, applaudirent au projet pacificateur; ils gagnèrent ainsi à leur cause le grand magistrat Barneveld qui donna toute sa confiance au pasteur Uytenbogaert. Il était tout naturel en effet que Barneveld prit le parti de gens qui tendaient à consolider l'autorité civile, et la haute magistrature suivit

(1) Aubery du Maurier, *Mémoires pour servir à l'Histoire de Hollande*, Paris, 1688, dans la préface de Chatelain, *Histoire du Synode de Dordrecht*.

(2) *Ibidem*.

son exemple. Maurice n'aimait pas Barneveld, il ne pouvait donc aimer les Arminiens; son ambition le portait à s'allier aux Gomaristes; mais quelles que fussent ses intentions, il n'en laissa rien paraître. Une autre circonstance excitait l'ambition de Maurice. Son père Guillaume avait été sur le point d'obtenir des provinces le titre de comte de Hollande, mais comme Amsterdam lui avait fait savoir que ce titre, sans rien augmenter à son pouvoir, lui créerait, sans le moindre doute, une foule d'envieux, il avait été assez sage pour y renoncer. Maurice ne pouvait oublier cette affaire et résolut de réussir là où son père avait échoué. Ce ne fut que peu à peu qu'il laissa percer ses desseins; sa partialité parut tout d'abord dans l'affaire d'Alkmaar, dont la classe résista avec succès aux Etats de Hollande, grâce à l'aide du prince. Barneveld prit sa revanche en faisant annuler l'élection des magistrats installés par Maurice, donnant ainsi à ce dernier un nouveau sujet de mécontentement contre lui.

Par leur organisation, en Classes, Synodes, Consistoires, les Gomaristes qui régnaient en maîtres absolus dans les provinces de Zélande, de Frise, de Groningue et dominaient en celles de Gueldre, d'Overyssel, de Hollande et d'Utrecht, trouvaient facilement le moyen de n'admettre au ministère que des candidats dévoués à leur cause. Barneveld avait déjà cherché à contrebalancer cette influence par un règlement ecclésiastique qu'il présenta en 1591, mais qui ne passa pas; une nouvelle tentative pareille échoua une seconde fois. Cependant, les troubles de religion ne l'occupaient pas tellement qu'il n'eût l'œil toujours ouvert sur les affaires publiques. Par une négociation habile, il était parvenu

à tirer des mains des Anglais les places de sûreté, et à dégrever l'Etat d'une somme prodigieuse de huit millions de florins dûs à l'Angleterre. Le roi Jacques vit qu'il avait été joué par Barneveld et conçut de là une haine violente contre lui. Son ambassadeur Carleton, au commencement de 1616, fit clairement voir l'opinion de son maître contre les hérétiques (Remonstrants) et ceux qui les soutenaient. Ceci rapprocha Jacques I<sup>er</sup> de Maurice de Nassau. Tous deux se comprirent à demi-mot et s'allièrent contre le grand pensionnaire. Les orthodoxes en profitèrent pour accuser ce dernier de vouloir livrer le pays à l'Espagne. Aarsens, ancien ambassadeur de Hollande en France, et qui attribuait son rappel à Barneveld, l'accusa lui et Uytenbogaert de tirer pension des cours étrangères; ce fut un allié de plus pour le prince. Celui-ci ne s'était pas encore ouvertement déclaré. En 1616, engagé par les députés de la Zélande à intervenir dans les controverses théologiques, il avait répondu : « Messieurs, je suis soldat et » ne me mêle pas de théologie ». En effet, il n'entendait rien aux questions en litige, et avait été plusieurs fois jusqu'à attribuer aux uns les opinions des autres. Barneveld n'était rien moins que théologien; il ne voyait aucun inconvénient dans la doctrine arminienne, mais il penchait beaucoup plus pour la doctrine dans laquelle il avait vieilli et dont il n'avait jamais douté. Seulement il avait une ancienne rancune contre les ministres orthodoxes, qui s'étaient opposés à la trêve et avaient fait refuser son règlement ecclésiastique <sup>1</sup>.

(1) G. Bilderdyk, *Histoire de la Patrie depuis la trêve de douze ans jusqu'à la mort de Maurice*, 1609-1625. Amsterdam, 1833-37, tome VIII, page 235.

Quant à Maurice, il sentit qu'il fallait gagner ou perdre Barneveld. Il le fit sonder au moment où les troubles étaient à leur comble, par l'intermédiaire de Louise de Coligny, sa belle-mère, femme très douce et très prudente. Pour la gagner à ses vues, le prince lui fit comprendre qu'en travaillant pour lui, elle travaillait en même temps au profit de Frédéric-Henri, le seul fils qu'elle eût de Guillaume, et qui hériterait de lui, Maurice, sans conteste, puisqu'il renonçait définitivement au mariage. La princesse, animée de l'espérance de voir un jour la tête de son fils ornée d'une couronne, alla plaider la cause de Maurice auprès du grand pensionnaire.

Celui-ci lui déclara « qu'il ne souhaitait rien avec » plus d'ardeur et de passion, que la gloire et l'agrandissement de la maison d'Orange; qu'il répandrait » volontiers son sang pour lui procurer une élévation » fondée sur la vertu et accompagnée d'utilité; mais il » ajouta que Maurice, en souhaitant la souveraineté » des Provinces-Unies, travaillait visiblement à sa » ruine; les Hollandais et les autres peuples confédérés » avaient le cœur trop républicain pour asservir » leur volonté à la volonté d'autrui; qu'ayant renoncé » à l'obéissance d'un roi très puissant, ils se résoudraient » difficilement à subir le joug d'un prince particulier; que la crainte des armes de l'Espagne leur » avait fait rechercher autrefois des maîtres étrangers; » mais que les procédés du duc d'Alençon les avaient » guéris pour toujours de l'envie de se donner des souverains. Que les trois charges dont était revêtu le » prince Maurice, lui donnaient autant d'autorité qu'en » avaient eu les anciens comtes de Hollande, les ducs de

» Bourgogne et Charles-Quint lui-même ; qu'il devait se  
» faire un plaisir d'entendre dire à toute heure : « il faut  
» augmenter les pensions et les honneurs du prince qui  
» expose continuellement sa personne pour le salut  
» public », mais que si une fois il prenait l'odieux nom  
» de maître, on lui envierait jusqu'aux livrées de ses  
» valets <sup>1</sup> ».

Ces raisons et d'autres encore convinquirent la princesse qui fit tous ses efforts pour arrêter Maurice dans ses projets, mais ce prince ne pouvant arriver au pouvoir suprême par la faveur, résolut d'y arriver par la force et par le sang du grand pensionnaire. Cette décision était critique, mais elle était devenue indispensable ; l'occasion ne manqua pas à Maurice de commencer ses opérations.

En effet, les contre Remonstrants se refusèrent à un nouvel édit des États de Hollande, paru après la réunion de Delft, et qui prêchait encore une fois la tolérance ; Trigland publia sa « *Defensio honoris et doctrinæ reformatarum ecclesiarum* » ; peu avant, il avait combattu la tolérance dans un livre intitulé : « *Recte moderatus Christianus*. » Jacob Taurin, pasteur à Utrecht, écrivit aussi contre la tolérance ; si bien que les États luttant pour la paix, et les orthodoxes contre, un schisme devint presque inévitable. Amsterdam, entre toutes les villes, semblait sur le point de le déclarer. En conséquence, les États y envoyèrent quelques députés choisis pour arrêter le mal. Grotius y prit la parole en termes chaleureux pour

(1) Raynal, *Histoire du Stathoudérat*, 3<sup>e</sup> édition, 1750, tome I, page 140-46.

engager les magistrats à défendre la cause de la tolérance ; mais ce fut en vain ; au mois de janvier de 1617, les Contre-remonstrants, assemblés à Amsterdam, résolurent de n'avoir désormais aucune communion avec les Remonstrants, et de ne plus les reconnaître pour membres de l'Eglise de Christ ; ils convinrent de demander et d'attendre la décision d'un Synode national ; le 24 juillet, ils formèrent un acte d'Union à la Haye. Dans cette ville, un jeune pasteur orthodoxe, nommé Rosaeus, se mit tout à coup à déclamer contre les Remonstrants et refusa de communier de la main d'Uytenbogaert. Barneveld, grâce à son crédit, le fit destituer, ce qui n'était pas fait pour arrêter la sédition. A Amsterdam, on envahissait les endroits où les Remonstrants tenaient des assemblées privées ; dans une de ces bagarres, la maison habitée par le père d'Episcopus fut pillée, et lui-même dut se sauver pour n'être pas mis en pièces.

Maurice, jusque-là, s'était montré tolérant envers les Arminiens ; il avait pour chapelain Uytenbogaert, et il avait employé le crédit de ce pasteur pour faire nommer Vorstius à Leyde. Vorstius ne fut pas nommé, comme nous l'avons vu, et Maurice considéra l'insuccès de sa démarche auprès de son chapelain, comme un affront personnel. Il déclara, lors de la destitution de Rosaeus, « que sa conscience lui interdisait d'en-tendre plus longtemps Uytenbogaert », ce qui nous prouve son projet bien arrêté de fomenter la discorde, puisqu'il aurait pu assister aux services tenus par deux autres ministres Gomaristes qui prêchaient à La Haye. Rosaeus s'était retiré à Ryswick, les États lui défendirent de tenir des assemblées, et Amsterdam lui ouvrit

les bras. Le parti de Maurice grossissait de jour en jour. Les Contre-remonstrants se plaignirent à Maurice par l'intermédiaire de Trigland de ne pouvoir prêcher dans les temples publics : le prince leur donna à entendre qu'ils pouvaient compter sur sa protection. En conséquence, ils demandèrent une église particulière à La Haye. Les Etats refusèrent, disant qu'ils y avaient déjà deux temples publics : et comme les orthodoxes insistaient, ils réclamèrent le secours de Maurice. Celui-ci répondit « que les soldats destinés à repousser » l'ennemi ne devaient pas être employés contre les » citoyens. » Quand il s'agissait de soutenir le parti Gomariste, Maurice s'écriait : « Ce n'est pas avec beau- » coup de paroles, ni avec des discours fleuris qu'on » arrive au but, mais c'est avec l'épée que je veux » défendre la religion que mon noble père a implanté » dans ce pays, sans permettre qu'on y apporte quelque » changement, et j'aimerais bien voir qui m'en em- » pêcherait ». <sup>1</sup> Les orthodoxes se voyant si bien défendus s'emparèrent à main armée de l'Eglise du Cloître (*Klooster-Kerk*) à La Haye. Maurice, en compagnie de Guillaume (stathouder de Frise) et de nombreux gentilshommes, assista aux services dans cette église, consacrant ainsi par sa présence la violation indigne des Gomaristes. En effet, quoique l'on ait prétendu (*Revue britannique religieuse, tome I<sup>er</sup>*) que cette église fut cédée de gré à gré, c'est un fait avéré qu'elle ne fut obtenue que par l'expulsion du troupeau.

(1) Uytenbogaert, *Histoire ecclésiastique offrant les événements les plus notables de la chrétienté depuis 400 jusqu'en 1609*. Rotterdam 1646-47, page 814.

Le prince avait cependant dans Barneveld un ennemi qu'il était difficile de prendre en défaut; dès qu'il montra ouvertement le parti qu'il embrassait, le grand pensionnaire, après s'être inutilement adressé à lui, en vue de faire cesser les émeutes des Gomaristes par la force armée, conçut un projet hardi; d'après ses conseils, les régents de diverses villes de Hollande levèrent à leurs frais, sous leur nom et à leur serment, des milices bourgeoises (Waardgelders) pour faire opposition aux troupes de Maurice. Celui-ci, quoique déconcerté par cette mesure habile, fit courir le bruit que Barneveld voulait introduire les Espagnols dans le fort de la Brille, et il y installa en permanence un corps de troupes, malgré l'opposition des magistrats. C'était une atteinte inouïe à la liberté, disent les écrivains arméniens. Voici la version gomariste sur ce sujet : « Maurice, » comme Stathouder, ne devait tolérer l'existence d'un » corps armé autre que les milices nationales, aux » ordres des magistrats des villes, troupes qui ne lui » avaient point prêté serment et qui avaient été ouverte- » ment levées pour opprimer l'Eglise dans des circon- » stances où la caisse de l'Etat ne pouvait permettre de » licencier le petit nombre de soldats sous ses ordres <sup>1</sup> ».

Peut-être, en effet, le prince Maurice était-il dans son droit en demandant le licenciement des gardes urbaines, et n'outrepassait-il pas son mandat. En fut-il de même quand il prêta son concours aux Gomaristes pour faire décréter un Synode national, violant ainsi l'article XIII de l'Union d'Utrecht ? Il est permis d'en douter. C'est sur cet article que se fondaient les Re-

(1) G. Bilderdyk, *Histoire de la Patrie*.... tome VIII, page 306.

monstrants pour refuser ce Synode, sentant d'ailleurs qu'ils seraient écrasés par le nombre de leurs adversaires. En voici le texte : « La Hollande et la Zélande » agiront en affaires ecclésiastiques selon leur propre » bon plaisir; les autres provinces appartenant à cette » union devront se guider d'après la paix de religion » déjà élaborée ou prendre les mesures qu'elles jugeront » convenables pour la tranquillité et la sécurité de cha- » que ville ou province et de leurs habitants. Aucune » province ne pourra empêcher les autres d'aucune » façon dans cet exercice, de sorte que chacun ait sa » liberté religieuse et que personne ne soit gêné ou » questionné <sup>1</sup> ».

Les Gomaristes affirmèrent que la religion Réformée était le fondement et le lien de l'Union et que, par conséquent, la convocation d'un Synode national, de toutes les provinces, appartenait de droit aux Etats-Généraux. Ceux-ci, sous l'influence de Maurice et de ses partisans, assemblés le 11 novembre 1617, résolurent, par quatre voix contre trois, la tenue d'un Synode national, et le 20 novembre, ils convoquèrent ce Synode à Dordrecht, sur la Meuse. Les députés de Hollande, d'Utrecht et d'Overysseleurent beau protester, les Arminiens, Uytenbogaert lui-même, se décidèrent enfin pour le Synode, craignant par leur refus de faire éclater une révolution sanglante. Maurice eut assez de crédit pour faire licencier les gardes urbaines par les Etats-Généraux; il gagna à ses vues les villes de Schiedam, Rotterdam, Dordrecht et Gorcum, et réussit à dissoudre en partie une confédération entre

{1) Groot. — *Plakaatboek*, 1, page 1.

huit des principales villes, changeant par la force des armes la magistrature qui lui était opposée à Utrecht, Leyde, Haarlem, Gouda.

Barneveld, qui ne voulait pas accéder au Synode national, malgré les prières de ses amis, voulut remettre ses fonctions; il les conserva à la demande des Etats-Généraux, quoi qu'il eût tout à craindre des fréquentes menaces du prince Maurice. Accusé ouvertement par un ancien notaire de La Haye, Jean Donkerts, d'être un poltron chauve, le pensionnaire du pape, et de tirer du pontife cent-vingt mille ducats, Barneveld écrivit à Maurice pour se disculper. Dans son apologie, Barneveld montre son dévouement constant à la maison d'Orange et à sa patrie, et expose que celle-ci aurait péri plusieurs fois sans ses conseils et ses négociations. Maurice fut insensible à ces paroles qui n'étaient que l'expression de la vérité. Donkerts mis en prison, fut bientôt relâché, et l'on s'occupa de convoquer au Synode de Dordrecht les puissances étrangères; on envoya à cet effet des lettres de convocation en Angleterre, en France, en Allemagne et en Suisse. La province de Hollande refusa d'adhérer au Synode et présenta aux Etats une protestation qui fut lue, mais à laquelle on ne fit aucune réponse. Enfin, le 29 août, les Etats de Hollande finirent par accepter un Synode national. Avant la convocation du Synode, les Gomaristes avaient tout fait pour n'y admettre comme délégués que des gens dont les opinions bien connues étaient le garant de leur rigide orthodoxie. A cet effet, ils tinrent plusieurs Synodes provinciaux pour destituer les Arminiens qui se trouvaient encore dans l'exercice de leurs fonctions. Ainsi, la province d'Utrecht fut la

seule qui envoyât deux députés Remonstrants à Dordrecht.

Au moment où Barneveld se rendait aux Etats-Généraux, Nythof, lieutenant de la garde, le fit prisonnier au nom même des Etats ; ceux-ci n'avaient pas donné cet ordre, mais ils approuvèrent la conduite de Maurice, et firent afficher dans la ville un placard par lequel on déclarait avoir arrêté Barneveld, coupable de conspiration contre la République. Hugo Grotius, pensionnaire de Rotterdam, Rombout Hoogerbeets, pensionnaire de Leyde, Ledenberg, secrétaire des Etats d'Utrecht furent également arrêtés.

Les Remonstrants, privés de leur plus ferme appui, devaient être nécessairement écrasés par le nombre de leurs adversaires, dans un Synode convoqué surtout contre eux, où ils n'auront seulement pas le droit de se défendre, comme nous allons le voir.

---

### CHAPITRE III

#### LE SYNODE DE DORDRECHT — SES CONSÉQUENCES DANS LES PAYS-BAS.

Nous avons vu que si Barneveld et Maurice de Nassau embrassèrent l'un le parti des Arminiens, l'autre celui des Gomaristes, ce n'était absolument pas par conviction religieuse, mais avant tout par politique. Nous avons vu l'ambition du prince d'Orange le conduisant peu à peu à dévoiler ses projets, et à tramer la perte du grand pensionnaire; le prince a réussi dans ses desseins, il a pu humilier, menacer et faire arrêter Barneveld, mais il n'est pas encore satisfait. Ceci n'est que le prélude à un crime des plus odieux, commis sous le couvert du zèle religieux et de la défense louable de la foi des pères. En effet, si Maurice avait par ses intrigues décidé les Etats à prendre sur eux la convocation d'un Synode National, c'est qu'il y trouvait un moyen de se débarrasser d'un ennemi gênant, sans pour cela porter atteinte à sa propre dignité. Ce Synode, si souvent projeté, décidé dans des moments difficiles et dans des conditions favorables aux seuls Contre-remonstrants, devait nécessairement causer la perte des Arminiens; c'est ce que voulait Maurice, car les principes Arminiens une fois condamnés, Barneveld disparaissait, et le prince restait le maître. Ainsi l'ambition de Maurice, jointe à la haine opiniâtre des calvi-

nistes orthodoxes, sont les deux facteurs qui vont travailler ensemble à un but commun ; nous allons voir qu'ils s'acquittèrent admirablement de leur tâche.

Le Synode de Dordrecht, décrété le 11 novembre 1617, fut ouvert au Doële <sup>1</sup> le mardi 13 novembre 1618. Il fut composé de soixante-quatre théologiens du pays et de vingt-six étrangers. Les Etats-Généraux avaient, en outre, nommé plusieurs députés appelés Commissaires politiques, pour représenter le Souverain. Il ne fut plus dès lors question de réconcilier les partis divisés, mais de délibérer et de juger. Les Gomaristes se réconcilièrent avec l'autorité civile du moment où elle se déclara pour eux ; les Commissaires, Gomaristes enthousiastes, ne connaissaient rien en matière théologique, et il y en avait bon nombre qui ne comprenaient pas le latin, quoique l'on fut obligé de se servir de cette langue dans le Synode, à cause des théologiens étrangers. Mais, s'ils n'entendaient rien aux discussions, du moins connaissaient-ils parfaitement les gens qu'ils devaient condamner.

Voici, d'après Jean de Nérée, comment s'ouvrit le Synode : « Avant toutes choses on ouït tout esclater es » temples publics, et en la grande assemblée de l'Eglise » de Dordrecht, en presches, prières et oraisons solennelles et publiques. Balthasar Lydius prescha en la » langue Flamande, et Jérémie, de Tours, en la » Française. Les sermons et oraisons achevées, les » généreux et honorables Députés des illustres et très » puissants Etats Généraux, les professeurs en la S. S.

(1) Jean de Nérée, *Actes du Synode National de Dordrecht*, session I, pages 1 et 2.

» Théologie, les Ministres et anciens Députés au Synode  
» s'en allèrent au lieu ordonné pour tenir l'Assemblée,  
» et occupèrent un chacun en son rang et lieu la place  
» qui leur avait esté à ces fins préparée. Les théologiens  
» étrangers furent solennellement conduits de leur  
» logis au lieu de l'Assemblée par les Ministres et  
» Anciens des Eglises flamandes, lesquelles avaient  
» esté Députés pour cest effect. Là où estant arrivés,  
» ils furent humainement et courtoisement receus et  
» recueillis par les Députés des Etats-Généraux, et un  
» chascun placés en leur rang, selon la qualité et la  
» dignité de ceux qui les avaient envoyés » <sup>1</sup>.

Puis, Balthasar Lydius souhaite la bienvenue à tous les assistants, et l'on procéda, dans les premières séances, à la formation du bureau et à la lecture des lettres de créance des députés étrangers au Synode. Jean Bogermann, pasteur à Leewarde, fut élu Président. Cette élection était déjà un pronostic. En effet, Bogermann était connu pour être un des plus grands ennemis des Arminiens et l'on ne pouvait qu'être prévenu contre un homme qui avait osé dédier et recommander aux magistrats un livre qu'il avait traduit et où Théodore de Bèze soutient qu'il faut punir de mort les hérétiques. C'était lui aussi qui, dans une conférence publique, affirmait qu'on devait contrôler la Parole de Dieu par le Catéchisme et la Confession de foi. Il eut pour l'assister des théologiens non moins suspects, Jacob Roland et Herman Fäukel, assesseurs, Sébastien Damman et Festus Hommius, secrétaires. Les commissaires politi-

(1) Jean de Nérée, *Actes du Synode National de Dordrecht*, section I, pages 1 et 2.

ques nommèrent pour leur propre compte, en qualité de secrétaire, Daniel Heïnsius, professeur à Leyde. Dans la troisième séance on examina les lettres de créance des députés étrangers, bien qu'elles fussent adressées aux Etats-Généraux et non au Synode.

L'Angleterre était représentée par quatre théologiens : Georges Carleton, évêque de Landaff, Joseph Hall, doyen de Worchester ; Jean Davenant, professeur de théologie à Cambridge, auxquels se joignit plus tard le théologien écossais Gauthier Balcanqual ; Samuel Ward, délégués non par l'Eglise anglicane, mais au nom du roi. Leurs instructions portaient qu'ils ne devaient rien faire qui pût déplaire aux Etats ou au prince Maurice. Le Palatinat avait envoyé : Abraham Scultet, Paul Toussain, Henri Alting ; La Hesse : Georges Cruciger, Paul Stein, Daniel Angelocrator, Rodolphe Goclénus, professeur en philosophie. Les quatre cantons réformés de la Suisse avaient envoyé : Jacques Breytinger, Marc Rutimeyer, Sébastien Beck, Wolfgang Mayer, Conrad Coch. La République de Genève députa Jean Diodati et Théodore Tronchin ; leurs instructions portaient que « la maison de Dieu était au pillage et que la doctrine scellée du sang des martyrs était profanée... » « que des enfants dénaturés plongeaient le poignard dans le sein de leur mère. » C'étaient de nouveaux adversaires venant s'ajouter à tous ceux que les Arminiens comptaient déjà. L'Eglise de Nassau fut représentée par : Henri Altsted et Georges Fabricius ; celle de Brême : par Mathias Martin, Henri Isselburg et Louis Crocius, enfin, celle d'Emden par Bernard Eilshem et Luc Grimersheim. En faisant ainsi le compte des députés étrangers, on voit que la plupart des historiens

n'ont pas consulté les actes mêmes du Synode. Les députés étrangers furent d'abord au nombre de vingt-cinq, puis de vingt-six (l'Angleterre en ayant envoyé un autre en plus) et non de vingt-huit comme le dit Châtelain <sup>1</sup>. Cet auteur compte soixante-quatre députés du pays, mais ce chiffre n'est pas non plus exact. Les Pays-Bas avaient en effet délégué cinq professeurs, Jean Polyander, François Gomar, Antoine Thysius, Antoine Walaeus et Sibbrand Lubbert, trente-six pasteurs et vingt anciens (*ouderlingen*), mais à la signature des Canons, il n'y eut que cinq professeurs, trente-trois pasteurs et seize anciens. De même, il ne vint que onze commissaires politiques au lieu de dix-huit nommés à cet effet. La principauté d'Anhalt ne se fit pas représenter au Synode ; on avait voulu connaître d'avance leur confession pour s'assurer de leurs suffrages ; ce procédé ne leur plut pas et, en conséquence, ils s'abstinrent. Les députés de Brandebourg ne vinrent pas à cause de leurs collègues luthériens qui auraient vu de mauvais œil des relations s'établir avec les calvinistes <sup>2</sup>. Enfin les députés des Eglises réformées de France, qui étaient déjà nommés, (Philippe de Mornay, Pierre Dumoulin, André Rivet, Daniel Chamier, etc., furent empêchés de partir au dernier moment par le gouvernement de Louis XIII, soit qu'il craignit des rapports trop intimes avec les calvinistes étrangers, soit que la violence de ces derniers l'eût indisposé contre eux <sup>3</sup>.

(1) Châtelain, *Histoire du Synode de Dordrecht*, page 125.

(2) Regenboog, *Histoire des Remonstrants*, II, page 6.

(3) Graf, *Beyträge zur Kenntniss der Geschichte der Synode von Dordrecht*, II.

On délibérait dans les quatrième et cinquième séances sur la manière dont on convoquerait les Arminiens, les États ayant voulu que leur doctrine fut examinée avant toute autre chose) lorsqu'arrivèrent quatre d'entr'eux, délégués par une assemblée qu'ils tenaient à Leyde ; c'étaient Simon Episcopius, Jean Corvin, Philippe Pynacker et Assuérus Mathisius. Ces pasteurs demandèrent à siéger au Synode sur le pied d'égalité avec les autres pasteurs : « Nous sommes, disaient-ils, » pasteurs comme les autres, et si vous ne nous regardez pas comme tels, il faut commencer par nous déposer. Si, au contraire, ne nous déposant pas, vous nous regardez comme pasteurs, nous avons droit d'opiner comme vous et d'entrer en conférence avec nos collègues et nos frères ; autrement nos accusateurs seraient juges et parties, ce qui est le comble de l'iniquité. » Ce langage qui était celui de la raison et de la justice ne laissa pas que d'embarrasser les Contremonstrants qui n'osaient, vu l'énormité de la chose, refuser aux Arminiens l'entrée du Synode. Mais comme ils avaient peur de leurs arguments et de leur éloquence, il les « citèrent à comparaitre » en qualité d'accusés ; quant aux personnes qui devaient venir défendre les opinions des Arminiens, on les fit nommer par les États, de façon à écarter ceux dont on redoutait l'influence. Les Pères du Synode n'osèrent toutefois pas laisser Episcopius en dehors des treize membres Arminiens qu'ils appelèrent devant leur tribunal, car il faisait craindre quelque éclat. Les Arminiens furent longtemps avant de décider s'ils accepteraient les mesures auxquelles on les voulait soumettre ; ils pensaient, et avec raison, qu'ils avaient autant le droit de se

défendre librement, que leurs adversaires avaient celui de les attaquer. Ils se décidèrent cependant à comparaître au Synode pour y défendre leur cause par tous les moyens possibles ; mais, craignant d'avance la violence dont ils pourraient être l'objet si les Gomaristes parvenaient à leurs fins, instruits au reste par les exemples de Jean Huss et de Jérôme de Prague, ils demandèrent un sauf-conduit, et insistèrent pour que ceux-là même qui les avaient déjà défendus à la Conférence de la Haye, pussent les défendre de nouveau en cette occasion. Les commissaires politiques leur accordèrent la première demande, et leur promirent entière sécurité pour leurs personnes. Quant à leur seconde requête, elle fut repoussée, et l'on maintint à treize le nombre des Arminiens appelés à défendre leurs idées.

De la cinquième à la quatorzième séance, il ne fut question que de faire une nouvelle version de la Bible en langue vulgaire <sup>1</sup> ; on nomma à cet effet six théologiens flamands qui devaient se partager le travail ; trois devaient traduire l'Ancien Testament et trois le Nouveau ; à la demande du Synode, ils furent libérés de toute autre fonction, et entretenus aux frais de l'Etat, afin de pouvoir se consacrer entièrement à leur tâche.

Dans chaque province on désigna deux correcteurs, l'un pour le Nouveau, l'autre pour l'Ancien Testament. Une fois le travail fini, interprètes et correcteurs réunis devaient décider après discussion sur les points douteux. On délibéra avec beaucoup de chaleur sur la question de savoir si l'on devait dire « vous » ou « tu »

(1) Jean de Nérée, *Actes du Synode national de Dordrecht*, session VI, page 30.

(*ghy* ou bien *u*) en s'adressant à Dieu. Le point de discussion était si futile qu'il provoqua presque l'hilarité de l'assemblée ; on se décida pour le mot « vous ». De même, on résolut de traduire le mot « Jehovah » par « Heere » (*Seigneur*) <sup>1</sup>. De là, l'origine de la Bible des Etats, que bien des gens ont considérée pendant longtemps comme infaillible. Dans la quinzième séance on se prononça sur la manière de catéchiser, sur la fréquentation du culte et l'observation du dimanche. Les étrangers s'expliquèrent nettement sur ce dernier point. L'évêque de Landaff affirma que les plus tendres admonestations ne feraient jamais venir les gens au culte ou observer le dimanche, et qu'en Angleterre, le meilleur remède trouvé était une bonne amende aux délinquants. Les députés du Palatinat proposèrent la prison, comme étant un moyen efficacement employé chez eux. Quant à l'instruction des enfants, on décida d'en charger les parents et les maîtres d'école qui devaient se servir d'un court formulaire, d'un abrégé du catéchisme de Heidelberg, et enfin de ce catéchisme lui-même pris dans son entier.

Dans la 18<sup>e</sup> séance les députés de la Hollande du Nord proposèrent la question de savoir si l'on devait accorder le baptême aux enfants païens au service des chrétiens. Cette question ne fut résolue qu'à la 21<sup>e</sup> séance, où l'on décida que le baptême ne devait être conféré qu'aux adultes instruits dans la religion. On se plaignit aussi dans cette même séance de l'excessive liberté de la presse, les uns voulaient établir des cen-

(1) Jean de Nérée, *Actes du Synode national de Dordrecht*, session xii, page 57.

seurs, d'autres faire prêter serment d'orthodoxie aux éditeurs et imprimeurs ; mais ces moyens furent écartés ; on s'adressa simplement aux Etats-Généraux qui firent paraître un édit tendant à y mettre un frein.

Pendant cette dernière discussion, les treize Remonstrants qui avaient été convoqués « pour proposer dans » le Synode librement et en la crainte du Seigneur leur » opinion touchant les cinq articles , l'expliquer et » défendre autant qu'ils le jugeront nécessaire <sup>1</sup> » arrivèrent à Dordrecht et se firent annoncer au président des commissaires politiques et au président du Synode. Ils parurent au Synode le jeudi, 6 décembre, dans la 22<sup>e</sup> séance ; Episcopius, qui portait la parole, souhaita aux assistants le secours du Saint Esprit et demanda qu'on lui accordât ainsi qu'à ses collègues le temps de se loger avant d'entrer en conférence. Bogermann ne leur laissa que jusqu'au lendemain. Quand ils revinrent ensuite, le Président leur déclara nettement qu'ils n'étaient point cités pour conférer mais pour être jugés ; que « ni les illustres députés, ni les délégués n'entendaient qu'on eût une conférence publique et solennelle, ni une dispute pédantesque, ainsi que cela se » pratique dans les écoles, vu qu'ils étaient cités, ainsi » que le portaient leurs lettres de convocation, pour » exposer clairement, expliquer lucidement et défendre » autant qu'ils pourraient leur opinion touchant les cinq » articles et attendre après cela le jugement du Synode. » Les Remonstrants se plaignirent de ce qu'on les faisait ainsi comparaître devant le tribunal de leurs ennemis

(1) Jean de Nérée, *Actes du Synode national de Dordrecht*, session v, page 29.

déclarés ; par le langage qu'on leur tenait et le peu de déférence qu'on leur témoignait, ne leur rendant pas même le salut, ils voyaient, disaient-ils, qu'on était loin d'être impartial à leur égard. En rendant visite aux députés étrangers, ils s'aperçurent que ceux-ci ne savaient rien ou presque rien des événements qui s'étaient passés, et cherchèrent à les éclairer en leur remettant par écrit l'exposé de leur situation et de leurs idées.

Le 7 décembre, dans la 23<sup>e</sup> séance, Episcopius parut à la tête des Remonstrants <sup>1</sup> et demanda la parole. On la lui accorda sans défiance, mais on fut surpris de l'entendre, pendant une heure et demie, présenter tous les avantages de la tolérance et de l'union, faire sentir les horreurs d'un schisme, et dévoiler les conséquences dangereuses des hypothèses rigides sur la prédestination. Ce long discours captiva l'attention de tous, par sa clarté, sa mâle énergie, son style nerveux et fort.

Depuis l'ouverture du Synode on n'avait pas encore vu régner un silence aussi profond, ni une attention plus soutenue ; aussi Bogermann, s'apercevant de l'impression favorable qu'Episcopius avait produite, le tança sévèrement d'avoir parlé si longtemps, puis il fit remarquer aux assistants qu'avant de rien décider sur

(1) Voici les noms des Remonstrants convoqués : Henri Léo, pasteur à Bommel ; Bernher Vézéchius, pasteur à Etgeld ; H. Hollinger, pasteur à Grave ; S. Episcopius, professeur à Leyde ; J. A. Corvin et Bernard Dwinglo, pasteurs à Leyde ; Edouard Poppius, pasteur à Gouda ; Théophile Rykewaard, pasteur à la Brille ; Ph. Pynacker, pasteur à Alckmaar ; Dominique Sapma, pasteur à Hoorn ; Th. Gou-rinus et Assuérus Matthisius, pasteurs à Campen ; Charles Niellius, pasteur à Utrecht.

les cinq articles des Remonstrants, il était bon, pour se conformer aux instructions des Etats, de prêter le serment de ne tenir compte, dans les discussions touchant la doctrine, que de la parole de Dieu et de ne regarder qu'à la gloire de Dieu et à la paix des Eglises. Lui-même prononça le premier la formule du serment que voici : « Je promets devant Dieu, que je crois ici » présent et que je révère comme celui qui sonde les » cœurs et les reins, que dans toute cette action synodale dans laquelle on examinera, décidera et jugera » tant des cinq articles connus et des difficultés qui en » proviennent, que des autres points concernant la » doctrine, que je ne me servirai d'aucun écrit humain » comme règle certaine et indubitable de la foi, mais » uniquement de la parole de Dieu, et que je ne me » proposerai rien que la gloire de Dieu, la tranquillité » des Eglises, et surtout la conservation de la pure » doctrine. Que le Seigneur Jésus-Christ que je supplie ardemment de m'assister perpétuellement de la » grâce de son Saint-Esprit dans ce dessein, me soit » propice et m'accorde cette faveur. » Tous les députés un à un prêtèrent ce serment, excepté les deux députés Remonstrants d'Utrecht. Alors les Remonstrants remirent une longue apologie par écrit, dont la lecture dura deux heures et mérita une sévère réprimande de la part du président, qui les somma de reconnaître l'autorité du Synode comme juge. Les Remonstrants se déclarèrent prêts à le faire, à condition qu'on suivit les instructions formulées dans leurs lettres citatoires, c'est-à-dire, qu'on s'occupât d'abord de la Confession de foi et du Catéchisme, et qu'on ne les forçât pas d'accepter quoi que ce soit contre leur conscience. Mais

ils protestèrent énergiquement contre un Synode, où leurs adversaires seraient en même temps leurs accusateurs et leurs juges, comme étant la violation flagrante de toute justice. Les députés Arminiens voulaient donc commencer leur défense par la réfutation des Calvinistes leurs adversaires ; mais ceci fut rejeté par le Synode qui considérait les Arminiens comme des gens accusés d'hérésie et par là même obligés de déclarer leurs opinions et de les prouver avant que d'être admis à réfuter celles des autres. Le but des Arminiens, en proposant cette marche, était apparemment de prévenir le peuple en leur faveur, en présentant le système calviniste et toutes ses conséquences sous un point de vue révoltant ; et il est plus que certain qu'une des principales raisons qui engagèrent les membres du Synode à rejeter cette proposition, fut l'éloquence d'Episcopius dont on redoutait les effets. Dans cette troisième séance et dans plusieurs des suivantes, on discuta chaleureusement de part et d'autre sur la compétence ou l'incompétence du Synode. Celui-ci maintenait son droit, puisque, disait-il, il était réuni au nom et par l'autorité des Etats. Les Remonstrants protestaient de leur obéissance à l'autorité civile, mais ne reconnaissaient pas son intervention en matière doctrinale, déclarant qu'une assemblée, désignée par les Etats pour décider un point de doctrine, devait être composée d'un nombre égal de théologiens des deux opinions parlant en toute liberté ; qu'un Synode pareil au leur n'était pas légal, quoique appuyé par le gouvernement et qu'il ressemblait ni plus ni moins à un concile catholique. A quoi les Contre-Remonstrants répondaient qu'il y avait une grande différence entre

un concile papiste et leur assemblée, car dans le premier cas, il n'y avait pas de liberté, que dans le second tout le monde était libre de s'expliquer et de se défendre. Les Arminiens avouèrent qu'en effet on parlait beaucoup de liberté, mais que la chose n'existait que de nom, et pas en fait, et que, dans ces conditions, ils refusaient de se soumettre <sup>1</sup>.

Par suite de ce refus, le Synode délégua au gouvernement pour demander quelle conduite il fallait tenir vis à vis des Remonstrants. Les Etats furent d'avis qu'on devait procéder contre eux à la fois par l'autorité civile et par celle de l'Eglise. En conséquence, dans la 57<sup>e</sup> séance, devant l'attitude énergique des Arminiens et leur refus persistant de soumission, le Président se leva, et, les yeux étincelants de colère, il leur déclara, dans un saint emportement, qu'ils étaient indignes de siéger plus longtemps dans le Synode et en conséquence, il leur dit d'une voix tonnante : « Je vous congédie, au nom de Messieurs les Commissaires et du Synode, sortez. » Finalement, on poussa les Arminiens hors de la salle, malgré leurs protestations et au grand mécontentement des théologiens étrangers qui, dans cette occasion, n'avaient pas eu la liberté de donner leurs suffrages. Cette exclusion des Arminiens donnait gain de cause au gouvernement et aux Gomaristes. En effet, tant que les Remonstrants avaient pu se défendre contre le Synode, grâce à l'éloquence d'Episcopius et à la diversité de sentiments des théologiens étrangers, ils pouvaient avoir quelque chance de

(1) Châtelain, *Histoire du Synode de Dordrecht*, pages 139 et suiv.

succès. Il n'était pas prudent de compromettre la réputation du Synode et le but politique de ceux qui le faisaient tenir, par une dispute régulière avec un ennemi aussi redoutable. Il était plus facile de tirer certaines idées des écrits des Arminiens et de les condamner que de combattre face à face avec eux <sup>1</sup>. Au sujet de cette expulsion, qui était un acte inique et qui restera toujours comme un stigmate dans l'histoire du protestantisme, Hales écrivait à Carleton <sup>2</sup> : « Le témoin impartial des » Actes du Synode est forcé de reconnaître que l'expulsion violente des Remonstrants a été une grande » faute. » L'Ecossois Balcanqual écrivait au même, que l'expulsion des Remonstrants <sup>3</sup> « était de nature à ne » pas justifier la conduite du Synode. . . . . « que si les » Remonstrants allaient dire que le président avait » rendu un jugement qui ne fût pas l'opinion du » Synode, ils ne mentiraient pas. . . . . que les termes » amers qui y figuraient n'étaient pas l'expression des » sentiments de plusieurs membres, mais sortaient » de la bouche d'un seul homme. »

Les Etats-Généraux, instruits de ce qui s'était passé, approuvèrent la conduite du Président, et ordonnèrent aux Remonstrants de ne plus paraître au Synode et de ne pas sortir de la ville. Ainsi les Gomaristes, maîtres absolus dans le Synode, se mirent à discuter, juger, condamner tout à leur aise sans que personne songeât à les entraver dans leur œuvre. Ils avaient soin de

(1) Le Vassor, *Histoire du règne de Louis XIII*, tome III, livre IV.

(2) Hales à Carleton, Lettre XXVI.

(3) Balcanqual à Carleton, Lettre I.

ne recevoir parmi eux que des gens dont les opinions leur étaient connues comme favorables à leurs projets. Cependant, comme beaucoup d'étrangers se plaignaient de ne pouvoir assister aux séances du Synode et d'avoir pour cela entrepris inutilement de longs trajets, on résolut de laisser entrer tout le monde pendant les prières, et tout le temps que dureraient de simples formalités ; quand les délibérations commençaient le huis-clos était strictement maintenu <sup>1</sup>. De plus, pour activer les affaires, on tenait de nombreuses réunions privées où l'on traitait de certaines questions et où l'on voyait à peu près sur quel nombre de suffrages favorables on pouvait compter. Toutefois, les théologiens nationaux éprouvèrent de la résistance de la part des étrangers, surtout des Anglais et des Hessois qui ne trouvaient pas juste de condamner les Arminiens sans les entendre, et de les retenir quand même dans la ville. En conséquence, on leur fit savoir qu'ils eussent à défendre leurs idées par écrit <sup>2</sup>. Les Remonstrants, réduits à cette dernière extrémité, se défendirent du mieux qu'ils purent. Ils avaient déjà remis, dans les 38<sup>e</sup> et 39<sup>e</sup> séances, leurs opinions par écrit sur la Confession et le Catéchisme, ils se mirent alors à écrire des mémoires, des apologies, des défenses en si grand nombre que les plus intrépides théologiens ne se sentaient pas le courage d'en entreprendre la lecture. On leur reprocha de vouloir se venger du Synode en lui donnant un travail que douze années ne suffiraient pas à accomplir ; mais les Arminiens répondirent que l'im-

(1) Hales, Lettres XXII, XXXII.

(2) Regenboog, *Histoire des Remonstrants*, II, page 90.

portance seule du sujet l'exigeait, et que d'ailleurs ils ne s'étaient pas donné tant de peine pour le Synode même, mais uniquement pour obéir aux Etats. Le matin, se tenaient dans le Synode des Assemblées secrètes où l'on décidait de telles ou telles questions tirées des œuvres des Remonstrants ; il va s'en dire que ces œuvres elles-mêmes n'étaient pas lues. Les travaux des pères du Synode durèrent ainsi jusqu'au 6 mars ; on s'occupa alors de formuler par écrit les « *judicia* » de chaque réunion privée, puis on en donna lecture en huis-clos <sup>1</sup>. Une fois les jugements rendus, le président Bogermann osa dire, malgré les nombreuses contestations qui avaient eu lieu, et la querelle acharnée entre Gomar et Martinus, député de Brême (querelle où les deux adversaires avaient failli se prendre aux cheveux), qu'il rendait grâces au ciel de ce qu'ils étaient parvenus à s'entendre sur la question des Dogmes <sup>2</sup>. Il demanda alors que pour donner une sanction à ces jugements, on prononçât une sentence synodale ; il proposa à cet effet plusieurs canons qu'il avait écrits. Les théologiens anglais crurent bon de ne pas lui confier à lui seul cette rédaction, et lui adjoignirent un comité de six membres. La rédaction des Canons dura trois semaines ; il était, en effet, difficile de condamner les cinq articles des Remonstrants tout en tolérant les vues presque identiques de quelques membres du Synode ; grâce à des additions et retranchements sans nombre, on y parvint cependant, et le 6 avril on commença la lecture des

(1) Jean de Nérée, *Actes du Synode National de Dordrecht*, session CII, page 444.

(2) *Ibidem*, session CXXV, page 452.

« *Canones Synodici* », au nombre de quatre-vingt-treize. Chaque canon contenait, outre l'exposé de la doctrine reconnue, la réfutation (*rejectio errorum*) des principales calomnies par lesquelles la doctrine orthodoxe de la prédestination éternelle de Dieu était d'habitude déchirée par ses ennemis et ses adversaires <sup>1</sup>.

Voici un résumé succinct du contenu de ces canons que nous empruntons textuellement à la thèse de M. H. Blind sur le « *Synode de Dordrecht* ». (Genève 1884, p. 81 et suiv). « Tous les hommes ayant péché en Adam, et ayant par là mérité la mort éternelle, Dieu n'aurait fait tort à personne en laissant tout le genre humain dans l'état de péché et de malédiction, et en le condamnant pour cette raison. Mais sa charité s'est manifestée en ce qu'il a envoyé son Fils unique afin que quiconque croit en lui ne périsse point, mais qu'il ait la vie éternelle ; or, pour amener les hommes à la foi, Dieu dans sa bonté envoie à qui il lui plaît les ministres de cette joyeuse nouvelle, afin que par eux ils soient appelés à croire en Jésus-Christ sacrifié ; ceux qui ne croient pas à cet évangile tombent sous le coup de la colère de Dieu, tandis que les fidèles participent à la vie éternelle.

La cause de l'incrédulité provient des hommes, mais la foi qui sauve est un don gratuit de Dieu qu'il donne aux uns et non aux autres, selon son décret absolu et éternel. Le mobile qui a poussé Dieu à ce choix ou à cette élection est son unique bon plaisir, sans tenir aucun compte de nos qualités ou de nos défauts. Comme

(1) Jean de Nérée, *Actes du Synode National de Dordrecht*, session CXXV, page 452.

Dieu est omnipotent, immuable et omniscient, cette élection ne peut être changée ou interrompue, et ces élus ne sauraient être rejetés. Les réprouvés sont abandonnés à leurs péchés, mais Dieu n'est pas l'auteur du péché, puisqu'il en est le juge et le vengeur.

En ce qui concerne la mort de Jésus-Christ et la rédemption des hommes par elle, nos péchés demandent une satisfaction de la colère de Dieu ; or, les hommes ne pouvant la donner, Dieu nous a envoyé son Fils unique qui a expié les péchés de tous les hommes. Par son décret absolu, Dieu a décidé que cette mort serait salutaire pour les élus ; par contre, ceux qui ne croient point en Jésus-Christ et par là périssent, sont les propres auteurs de leur perte, et cela ne provient pas de l'insuffisance du sacrifice du Sauveur. »

Dans les points III et IV, nous lisons ce qui a rapport à la corruption de l'homme et à sa conversion. « Dieu a créé les hommes à son image, en possession des qualités spirituelles et de la pureté du cœur, mais par la volonté du diable ils se sont détournés de lui. La corruption du genre humain entier dérive d'Adam, non pas par imitation, comme le disent les Pélagiens, mais par propagation de la nature corrompue. Donc, tous les hommes naissent méchants et enfants de colère ; il leur reste cependant encore une faible lumière qui leur permet de distinguer le bien du mal. C'est pourquoi Dieu nous a donné l'Evangile, par lequel il lui a plu de sauver les croyants. Ceux qui croient à cet Evangile et par là sont sauvés, ne doivent pas s'en attribuer le mérite à eux-mêmes, car ils ont été élus à cet effet par Dieu de toute éternité. Ceux qu'il a élus sont régénérés par le Saint-Esprit qui ouvre les cœurs

et « *en circoncit le prépuce* ». Tous ceux sur lesquels Dieu opère ainsi sont inévitablement régénérés et sauvés. Donc, la foi est un don de Dieu, non parce qu'elle est offerte au franc arbitre de l'homme, mais parce qu'elle lui est conférée, inspirée et infuse. Ainsi, la chute n'a pas changé l'homme, mais l'a dépravé et tué spirituellement; de même, la grâce divine de la régénération n'opère point dans les hommes « comme dans des troncs et des souches de bois », ne force point la volonté contre son gré, mais la vivifie spirituellement et la fléchit. Cette opération surnaturelle n'exclut pas l'usage de l'Evangile « que Dieu nous a donné comme semence de régénération et viande de l'âme ».

Quant à la persévérance des Saints, « Dieu, en nous appelant à la communion avec son Fils et en nous régénérant par son Saint-Esprit, nous délivre de la domination et de la servitude du péché, mais non pas de la chair et de ce corps de péché. Comme nous ne serions pas assez forts par nous-mêmes, pour résister aux tentations, Dieu nous assiste et nous conserve dans la grâce qu'il nous a conférée jusqu'à la fin. Les élus ne peuvent jamais tomber si bas qu'ils puissent perdre la grâce; Dieu veille sur eux, et, par sa miséricorde gratuite fait qu'ils ne sont pas damnés. Les fidèles peuvent et doivent être assurés de cette protection dont ils sont entourés et de la persévérance de la foi. Cette certitude ne provient pas de quelque révélation particulière de Dieu, mais procède de la foi des promesses contenues dans les Saintes-Ecritures. Au reste, elle ne rend pas les fidèles orgueilleux et ne les plonge pas dans une sécurité charnelle, au contraire elle est la racine de la vraie humilité, de la piété filiale et de la confiance dans

la croix. Cette doctrine de la persévérance des Saints, n'est pas comprise de la chair. Satan la hait, le monde en rit, les ignorants et les hypocrites en abusent et les esprits erronés la combattent, mais l'épouse de Jésus-Christ l'a toujours aimée ardemment et maintenue constamment comme un trésor d'un prix inestimable. »

Telle est la substance des Canons de Dordrecht. Le lendemain du jour où ils furent lus, le 17 avril, fut un jour solennel de jeûne et de prières pour rendre grâces au Ciel sur l'heureuse issue des délibérations. Les cloches des sept Provinces, ébranlées à la fois, retentirent au loin ; la foule, vêtue de noir, se précipita dans les temples. Qu'on juge de la componction du prince Maurice, l'objet de ses vœux enfin accompli, se rendant à sa tribune pour prier Dieu !!! <sup>1</sup>

Le 24 avril, on présenta un projet de sentence contre les Remonstrants. Ceux-ci étaient encore retenus à Dordrecht, quoi qu'ils eussent demandé au prince d'Orange et aux Etats, après leur expulsion du Synode, de retourner dans leurs églises. Ils n'avaient point reçu de réponse. Les Remonstrants furent, par cette sentence, condamnés comme profanateurs, perturbateurs de l'Église, et déclarés déchus de toute fonction ecclésiastique ; les disciples d'Arminius montrèrent une grande fermeté en face de cette accusation, mais protestèrent de toutes leurs forces contre les procédés dont on avait usé à leur égard et affirmèrent qu'ils ne changeraient jamais d'opinion.

Sur l'insistance de l'ambassadeur d'Angleterre, le Synode employa ses dernières séances à prononcer la

(1) Chatelain, *Histoire du Synode de Dordrecht*, page 153.

condamnation de Vorstius, que les théologiens nationaux auraient volontiers laissé tranquille : leur but était atteint, et Vorstius ne les gênait guère. Celui-ci toutefois voulut se défendre, et proposa pour se disculper d'écrire un livre contre les Sociniens. On lui répondit que la cause de Dieu n'avait pas besoin d'un défenseur tel que lui <sup>1</sup>. On le condamna, nous avons vu déjà ce qu'il devint ensuite. Le Synode condamna aussi Macrovius, professeur à Franeker, accusé de supralapsarisme. Enfin, pour avoir l'air de rester fidèle à son programme, dans la cent quarante-septième séance, le Synode déclara que la Confession de foi ne contenait aucun point répugnant à la vérité, et dans la cent cinquante-troisième que le catéchisme du Palatinat était entièrement conforme à la parole de Dieu <sup>2</sup>.

Mais les théologiens nationaux, qui avaient éprouvé déjà mainte résistance de la part des étrangers et surtout des Anglais (qui avaient fait triompher, contre l'opinion de Gomar, l'infralapsarisme, et qui avaient protesté au moment de la condamnation des Remonstrants, disant qu'ils étaient venus condamner des dogmes et non des personnes), résolurent, pour être plus libres, d'obtenir qu'ils fussent congédiés ; la cérémonie se fit le 9 mai 1619, après cent cinquante-quatre séances, avec une grande pompe, dans la cathédrale de

(1) « Non tali auxilio nec defensoribus istis »

« Tempus eget. . . . . »

Virgile, *Enéide*, II, 521.

G. Brandt, livre XLI, page 136.

(2) Jean de Nérée, *Histoire du Synode national de Dordrecht*, session CLIII, page 595.

Dordrecht. En présence de tous les membres du Synode et d'un grand concours de peuple, le président célébra dans son discours l'heureuse issue de l'entreprise, assurant que l'œuvre du Synode faisait trembler l'enfer; Damman et Festus Hommius donnèrent lecture des Canons. Puis on se rendit dans une salle où attendait un festin splendide et où tous ces visages sévères furent déridés par le vin et la bonne chère, ainsi que par un concert vocal et instrumental. Le lendemain, les Etats généraux remirent à chacun des théologiens étrangers une médaille d'or de la valeur de 150 florins suspendue à une chaîne qui en valait 50. Cette médaille représentait d'un côté, l'assemblée du Synode, au revers une montagne sur laquelle est un temple et cette devise :

« *Religione asserta* »

« *Erunt ut mons Sion* »

1619 1.

Une fois les étrangers congédiés, les théologiens nationaux se mirent à l'œuvre pour établir une organisation ecclésiastique selon leurs vues ; ils tinrent encore vingt-six séances. On commença par rédiger un formulaire que tous les fonctionnaires ecclésiastiques devaient signer. Nous ne le reproduirons pas ici ; qu'il nous suffise de savoir que ce formulaire fut élaboré très à la hâte et qu'il est beaucoup trop étroit pour une conscience délicate et chrétienne. On en fit un autre que devaient signer les maîtres d'école et les professeurs. Le Synode crut aussi le moment propice pour approuver la discipline ecclésiastique élaborée en 1586 ; mais les

(1) Chatelain, *Histoire du Synode de Dordrecht*, page 156.

Etats généraux ne voulurent pas l'accepter ; deux démarches subséquentes dans le même but n'eurent pas plus de succès. Le 29 mai, l'assemblée se sépara définitivement avec tous les témoignages d'une satisfaction mutuelle et d'un inaltérable attachement, après avoir entendu un sermon de Balthazar Lydius qui rendit également grâces à Dieu pour la tenue et l'heureuse issue de ce Synode. Ce Synode, premier et unique concile tenu par les protestants, coûta aux Etats généraux environ un million de florins. Il est à remarquer que tout ce que fit le Synode, après le départ des théologiens étrangers, ne fut jamais reconnu par les Etats et n'eut jamais force de loi. Ce n'est pas étonnant, et les Gomaristes rigides s'aperçurent, mais trop tard, qu'on s'était servi d'eux uniquement pour atteindre un but, le moyen de supprimer Barneveld, et qu'une fois ce but atteint, on ne les écouta plus malgré leurs nombreuses démarches <sup>1</sup>. Le prince Maurice lui-même montra qu'il n'attachait plus autant d'importance aux disputes théologiques qu'il avait l'air de le dire, avant la condamnation des Remonstrants. Son langage exprima nettement sa pensée dans une réunion des Etats généraux, et une lettre qu'il écrivit le 2 septembre au synode de la Hollande du Nord est plus explicite encore. Il y exprime son contentement de voir les Eglises en possession d'une doctrine pure, débarrassée de toute hérésie, et recommande aux pasteurs de ne pas parler des points discutés et de faire tous leurs efforts pour rétablir la charité, le calme et l'unité.

Pendant tout ce temps, les ministres Remonstrants

(1) Regenboog, II, page 143.

étaient retenus à Dordrecht où ils restèrent ainsi dans une détention forcée durant sept mois. Au bout de ce temps on les avertit qu'ils avaient à paraître le 2 juillet devant les États généraux de la Haye. On leur présenta le formulaire suivant, dit acte de cessation. « Je sous- » signé déclare et promets en bonne conscience et » avec une parfaite sincérité, que dorénavant je m'abs- » tiendrai d'exercer toutes sortes de fonctions ecclé- » siastiques, en public ou en particulier, directement ou » indirectement, tant au dedans qu'au dehors des » villes, des villages et autres lieux des Provinces- » Unies, et de ses dépendances, et qu'à l'avenir, je vivrai » paisiblement et modestement en simple particulier, » et que je me conformerai aux ordres du magistrat » <sup>1</sup>.

Henri Léo seul signa cet acte sur le champ ; les autres refusèrent et, sur leur demande, furent conduits aussitôt, les uns à Walwick, dans le Brabant, les autres à Newenhuisen dans le comté de Bentheim, le 6 juillet 1619 <sup>2</sup>.

Il y eut environ deux cents ministres déposés, quatre-vingts exilés ; soixante-dix signèrent le formulaire, mais beaucoup révoquèrent ensuite leur signature. On publia des édits rigoureux contre les prêches des ministres Remonstrants qu'on avait déposés. L'université de Leydefut purgée de tous les professeurs et étudiants

(1) Brandt, tome II, page 158.

(2) Brandt, p. 163, tome II. — Voici les noms des ministres déportés : Berner Vézéchius, Henri Hollinger, S. Episcopius, Arnold Corvin, Bernard Dwinglo, Ed. Poppius, Théophile Reykwaard, Phil. Pinacker, Dominique Sapma, Isaac Frédérici, Samuel Nérar, Thomas Goswin, Assuerus Mathisius, Charles Niellius.

qui refusèrent de signer les canons de Dordrecht ; on les faisait signer même aux organistes des Églises. Toutes ces sévérités ne servirent qu'à exciter le zèle des Remonstrants ; ils tinrent une assemblée générale à Anvers à la fin de septembre ; dans cette réunion, ils décidèrent que les canons de Dordrecht étaient contraires à l'Écriture ; qu'ils n'abandonneraient jamais leurs opinions sur les cinq articles ; qu'ils essaieraient de se pourvoir d'églises et de ministres pour y instruire, ce dont on chargea surtout Episcopius et Uytenbogaert. On décida aussi de recevoir les ministres qui avaient signé l'acte de cessation et qui depuis avaient révoqué leur signature, on donna asile même à Vorstius et il fut résolu de ne quitter le pays qu'à la dernière extrémité. Cela ne devait pas tarder.

En effet, les Etats de Hollande par un édit du 1<sup>er</sup> février 1620 promettaient cinq cents florins de récompense à celui qui ferait saisir un ministre Remonstrant, et 300, à qui dénoncerait un simple proposant ; on punirait aussi d'une amende de 300 florins ceux qui se rendraient coupables d'héberger un de ces prédicateurs. Dans ces conditions, les Remonstrants s'exilèrent et furent suivis par un grand nombre de fidèles ; ils furent bien reçus en Angleterre, et dans le Sleswig-Holstein, où Frédéric II leur permit de s'établir et où ils fondèrent une ville qui devint bientôt florissante et prospère : Frédéricstadt sur l'Eyder. Lorsque Frédéric Henri, frère de Maurice, lui succéda en 1625, les exilés purent revenir dans les Provinces-Unies, où ils formèrent un parti séparé, dont les doctrines fondamentales furent exposées dans une Confession de foi non obligatoire, écrite en 1621 et rédigée par Episcopius ; ils fondèrent

des églises surtout dans les villes de Rotterdam et d'Amsterdam. Dans ce dernier endroit ils établirent un collège avec deux professeurs pour enseigner les différentes branches des sciences tant sacrées que profanes. Ce collège dont Episcopius fut le premier professeur a compté nombre d'hommes illustres, entr'autres : Courcelles, Poelenburg, Limborch, Le Clerc, Cattenburgh et Wetstein <sup>1</sup>. Au reste, si ce parti en apparence ne prit pas une grande extension, c'est que les opinions de l'Eglise Nationale se rapprochaient peu à peu des siennes. A l'origine, les provinces de Frise, de Zélande, d'Utrecht, de Gueldre et de Groningue avaient refusé d'admettre les canons de Dordrecht ; dans les deux autres provinces, le nombre des calvinistes déclarés alla sans cesse en diminuant de sorte qu'il y eut peu à peu fusion entre l'église Arminienne et l'église Nationale.

Cependant, il subsista encore une petite secte d'Arminiens qui ne se rapprocha jamais des autres. Voici comment elle s'était formée : ceux des Remonstrants, qui n'avaient pas suivi leurs ministres en exil, avaient continué à tenir en Hollande des assemblées secrètes, connues sous le nom de « *collegia* », d'où ils prirent le nom de « *collégiants* », et dans lesquelles, à défaut de pasteurs, quelques laïques instruits faisaient la prière, lisaient, et s'ils en étaient capables, expliquaient l'Evangile. La déposition de Chrétien Sopingius, ministre de Warmond, donna l'idée de ces réunions à Jean, Adrien et Gilbert van der Kodde, frères de Guillaume van der Kodde (ou Coddéus), autrefois professeur d'hébreu à

(1) Mosheim, *Histoire ecclésiastique*, tome VI, page 17.

l'Université de Leyde : c'étaient des gens de bien, très éclairés ; Gilbert surtout, ancien de l'église de Warmond, avait une grande facilité de parole ; les premières assemblées qu'il tint eurent un plein succès ; un pêcheur Antoine Cornelison, se joignit aux trois frères. Quelque temps après un ministre Remonstrant, Henri Van Holten, arriva pour prêcher au peuple de Warmond. Il rencontra une forte opposition de la part de Gilbert Van der Kodde, qui lui apprit la nouvelle manière plus édifiante et moins dangereuse de servir Dieu, et congédia le ministre. Celui-ci se retira sans avoir rien fait ; cette conduite ouvrit les yeux des fidèles : ils comprirent qu'elle était dictée par l'orgueil et la suffisance de Gilbert, et ne manquèrent pas de s'en plaindre : cependant, d'autres pasteurs, Gauthier Van Warder, et Pasquier de Fyne furent successivement éconduits ; ce dernier toutefois réussit à ramener les esprits, et les trois frères avec Cornélison et Jean Batten de Leyde furent réduits à reformer d'autres assemblées, dans lesquelles ils ne tarissaient pas en invectives contre les ministres : ils se réunissaient une fois par mois, le dimanche après la nouvelle lune : avait le droit de parler quiconque se sentait animé de l'esprit de Dieu, de là leur nom de « *Prédicants* » ou « *Prophètes* ».

Pasquier de Fyne tenta une 2<sup>e</sup> fois de les ramener, mais ses efforts n'aboutirent pas ; la secte se retira à Rhynsburg, village sur le Haut-Rhin, d'où leur est venu également le nom de « *Rhynsburgiens* » ; de là ils se répandirent en Hollande et en Frise où l'on en trouvait encore quelques débris à la fin du dernier siècle. Leur doctrine se rapproche de celle des anabaptis-

tes et Mennonites : ils ne reconnaissaient point de ministère sacré, défendaient à leurs adhérents la guerre et la magistrature, et baptisaient par immersion ; ils rejetaient toute espèce de Confessions de foi et recevaient parmieux des prosélytes d'opinions très diverses ; toutefois, sur le chapitre de la prédestination absolue, ils maintinrent fermement les principes Arminiens.

Une fois les Remonstrants condamnés par les pères du Synode, Maurice de Nassau ne perdit pas de temps pour sacrifier Barneveld. Tant que le grand pensionnaire existait, le prince d'Orange n'était pas tranquille. Arrêté le 29 août 1618, il languit en prison plus de six mois avant qu'on en vint aux premiers interrogatoires. Le prince et les Etats-Généraux nommèrent trois procureurs fiscaux pour examiner Barneveld et ceux qui avaient été arrêtés avec lui : Ces trois procureurs étaient Laurent Sylla, Pierre de Leuwen et Antoine Duick. Le grand pensionnaire était secrètement instruit par ses amis de tout ce qui se passait et ses paroles semblent montrer qu'il n'était pas effrayé de son propre danger, mais qu'il s'occupait surtout de celui que courait la patrie, abandonnée aux intrigues et à la tyrannie d'un prince qu'il avait sauvé plusieurs fois par ses conseils, et auquel il n'avait cherché qu'à faire du bien. Barneveld protesta énergiquement du crime de trahison dont on l'accusait, et Maurice, pour hâter le résultat final, forma un conseil de membres absolument dévoués à ses projets. Amené devant eux, Barneveld déclara qu'il ne les reconnaissait jamais pour ses juges ; on ne laissa pas que de l'interroger longuement, cherchant à le prendre dans quelque subtilité de langage, mais il conserva toujours une grande dignité qui

imposait même à ses ennemis. Ce fut en vain que les ambassadeurs de France firent, en faveur de Barneveld, les démarches les plus énergiques ; on le privait même du plaisir de voir sa femme et ses enfants. Enfin, le 12 mai, les procureurs fiscaux Sylla et Leuwen vinrent lui annoncer que le lendemain il entendrait lire son arrêt de mort. Le vaillant vieillard ne laissa voir aucun trouble à cette nouvelle, et écrivit à sa femme ses dernières volontés sans qu'aucun de ses traits décelât l'inquiétude ou la crainte. On lui envoya pour l'assister à ses derniers moments, le ministre Walaëus, homme prudent et éclairé qui gagna la confiance de Barneveld et reçut ses dernières confidences. Le lendemain, 13 mai, après une nuit très calme, Barneveld fut amené devant ses 24 juges qui lui firent lire la sentence par laquelle on le condamnait à mort et à la confiscation de ses biens. Arrivé vers huit heures et demie sur le lieu du supplice, où le songe brillant et douloureux de sa vie allait bientôt finir, levant les yeux au ciel, il s'écria « *Qu'est-ce que l'homme ?* » Se tournant vers les spectateurs : « Concitoyens, leur dit-il, ne croyez pas que je sois un traître. Je me suis conduit en homme de bien, en bon patriote, je mourrai de même ». En s'agenouillant sur le sable qui devait recevoir son sang, il pria l'Être suprême de recevoir son esprit, et tendit son col au bourreau. Sa tête fut abattue d'un seul coup qui fit voler en même temps les extrémités de ses doigts qu'il avait levés trop haut en faisant sa dernière prière <sup>1</sup>. On a dit que Maurice eut l'indécente cu-

(1) Chatelain, *Histoire du Synode de Dordrecht*, page 179.

riosité de considérer, d'une fenêtre de son palais, cette déplorable exécution.

MM. de Veenhuisen et Van-der-Myle, gendres de Barneveld, furent exclus des assemblées de la noblesse de Hollande. Van-der-Myle fut même relégué dans l'île de Goérée ; quelques lettres qu'il avait écrites en France et dans lesquelles il parlait librement des affaires de sa patrie, furent le prétexte de son arrestation ; le vrai motif, c'est uniquement la crainte qu'inspirait son courage. Les deux fils de Barneveld, l'un grand maître des eaux et forêts, l'autre gouverneur de Berg-op-Zoom, furent également dépouillés de leurs emplois. Louise de Coligny, princesse douairière d'Orange, ne crut pas devoir abandonner les Remonstrants au temps de leur infortune, quoique son père, ses deux époux et Barneveld, qu'elle appelait le père de la maison de Nassau, eussent été sacrifiés au fanatisme religieux. Mais, insultée par la populace, craignant pour elle et pour son fils Frédéric-Henri, elle se retira en France et mourut à Fontainebleau le 9 octobre 1620.

Après la mort de Barneveld, il ne pouvait guère être question de faire grâce aux autres accusés, qui n'avaient pas été arrêtés par ordre de Maurice, comme le prouve Kluit. Ledenberg, arrêté à Utrecht, et transporté à la Haye, se tua de désespoir dans sa prison. Grotius et Hoogerbeets furent condamnés à une détention perpétuelle. Hoogerbeets se plaignit fort de sa sentence et s'écria en se frappant la poitrine :

« *Hic murus aheneus esto* »

« *Nil conscire sibi, nulla pallescere culpâ* ».

(Horace, livre I, ép. I).

Quant à Grotius, on sait qu'il s'évada grâce au dévouement de sa femme.

Ainsi la grande victime, dont ses ennemis mêmes disaient que « c'était un homme de grande conduite, besogne, mémoire et prudence », était enfin immolée aux désirs insatiables d'un étranger<sup>1</sup>; l'homme qui, par son énergie et sa persévérance, avait sauvé la patrie du joug espagnol, avait vécu assez longtemps pour se voir accusé du crime de haute trahison, et pour monter sur l'échafaud que ses seuls bienfaits et sa droiture avaient élevé! Que penser de la conduite de Maurice en cette circonstance; que dire de ces nombreux ministres déposés et sacrifiés par des ennemis fanatiques?

---

(1) Maurice était né à Dillenbourg, en Allemagne.

## CHAPITRE IV

RÉFLEXIONS GÉNÉRALES. — CONSÉQUENCES DU SYNODE DE DORDRECHT EN ANGLETERRE, EN SUISSE, EN ALLEMAGNE ET EN FRANCE.

« On se persuade mieux, pour l'ordinaire, par les raisons qu'on a trouvées soi-même, que par celles qui sont venues dans l'esprit des autres », a dit Pascal ; pour résoudre les deux questions que nous avons posées à la fin du précédent chapitre, c'est bien un peu le cas. En effet, il est impossible de savoir si la conduite de Maurice de Nassau mérite d'être blâmée ou non, si l'on s'en rapporte uniquement aux écrits de ses partisans et de ses adversaires. Les Contre-Remonstrants s'empressent de le décharger de toute responsabilité ; ce qu'il a fait, il devait le faire ; en tant que stathouder c'était son devoir. Pour les Arminiens, Maurice a sacrifié Barneveld et eux en même temps pour satisfaire sa seule ambition. Qui faut-il croire ? on suspecte à bon droit le témoignage des uns et des autres ; les premiers ont tout intérêt pour justifier leur conduite, à mettre sur le pavois celui qui leur a fait obtenir gain de cause ; les seconds, en tant que persécutés, peuvent se laisser aller facilement à noircir les procédés de leurs adversaires, tout en cachant leurs propres torts. Les faits eux-mêmes, d'ailleurs, sont pliés au gré de chaque parti, et il est très difficile de les dégager du réseau

inextricable dont les écrivains des deux opinions semblent les avoir recouverts à plaisir.

Nous allons essayer d'éclaircir la situation en rétablissant les faits autant que possible, et en les examinant à la lumière du simple bon sens.

Comme nous l'avons déjà fait remarquer, Maurice et Barneveld ne connaissaient rien en fait de théologie, du moins les nombreuses anecdotes que l'on rapporte sur le premier de ces deux hommes nous font voir qu'il ne savait pas la distinction entre les principes arminiens et gomaristes ; nous le comprenons aisément, un soldat ne s'occupe guère de ces questions. Quant à Barneveld, rien ne nous indique qu'il fût plus au courant que le Prince Maurice, cependant rien ne nous prouve non plus le contraire ; il est avéré toutefois que ses croyances, jusqu'au moment des disputes théologiques, avaient été celles du calvinisme rigide. Donc, si Maurice, longtemps resté indifférent, se déclara enfin pour les Gomaristes, tandis que le grand pensionnaire prenait le parti des Arminiens, ce ne fut absolument pas par opinion religieuse, ni par besoin de défendre leurs croyances intimes. Il faut chercher une autre raison. On nous dit que Maurice était ambitieux, qu'il aspirait au titre de Comte de Hollande précédemment convoité par son père ; dans ces conditions nous comprenons bien qu'il ait cherché à faire appuyer ses projets par le parti religieux qui lui semblait le plus fort, et qui par conséquent avait plus de chances de succès. Ce parti, qui était celui des Gomaristes, avait, sans le savoir, flatté l'amour-propre du Prince, lorsque, se reposant sur lui du succès des armes hollandaises, il s'était opposé à la trêve ; d'un autre côté, les Armi-

niens avaient manifesté un avis contraire, gagnant ainsi le cœur de Barneveld qui voulait la paix. Nous sommes donc obligés de reconnaître que Maurice et Barneveld, seuls en présence au premier abord, se virent bientôt à la tête de deux partis qui étaient ennemis déclarés l'un de l'autre, de sorte que la perte de l'un de ces hommes entraînait inévitablement celle de son parti et réciproquement. Des circonstances malheureuses vinrent donc aider les différends particuliers, ce qui étendit la lutte et fut la cause d'une profonde révolution religieuse et politique.

Nous sommes partis de la supposition que Maurice était ambitieux. Bilderdyk nous répond : « Maurice était franc, juste, bon, incapable de feindre, inaccessible à la haine ou à la vengeance, incapable d'ambition <sup>1</sup> ».

A ceci nous nous contentons de répondre, d'abord que les projets, ou tout au moins les désirs du prince, apparaissent clairement dans la démarche que Louise de Coligny fit auprès de Barneveld pour le sonder à ce sujet <sup>2</sup>; ensuite, que le simple raisonnement donne une grande vraisemblance à la chose. Comment un jeune homme, qui, à peine âgé de 18 ans, reçut entre ses mains les rênes du gouvernement, combattit avec tant de succès les Espagnols ses ennemis, et qui, interrogé sur cette question : « quel était le premier capitaine de son époque », put répondre sans fatuité : « Spinola est le second », comment un tel homme pouvait-il n'être pas ambitieux ? Il n'y a qu'à lire le tableau en-

(1) G. Bilderdyk, *Histoire de la Patrie*, Tome VIII, page 308.

(2) Raynal, *Histoire du Stathoudérat*, tome I, pages 140-146.

thousiaste que fait de la Pize <sup>1</sup> des hauts faits d'armes du jeune guerrier pour être convaincu qu'un pareil général ne pouvait qu'être flatté dans son amour-propre par ses succès et les acclamations dont il était l'objet. Il en est fort peu qui, à sa place, n'eussent éprouvé les mêmes sentiments, sans aucun doute, et ce n'est d'ailleurs pas de son ambition qu'on peut lui faire un crime. Ce qu'on lui reproche, c'est la façon dont il chercha à la satisfaire. Quoique Bilderdyk nous affirme que « Maurice était incapable de feindre », il est certain que celui-ci n'afficha pas tout haut ses prétentions et qu'il résolut la perte de Barneveld, dont les opinions républicaines le gênaient, tout en cherchant à paraître ne s'occuper que d'une question religieuse et vouloir seulement maintenir dans toute sa pureté la religion établie dans les Provinces par son père. Ceci est une première dissimulation. Barneveld, qui se tenait sur ses gardes et qui lisait clairement dans l'âme de Maurice, se mit à organiser une résistance sérieuse en donnant les fonctions ecclésiastiques aux seuls Remonstrants, sûr d'être appuyé par eux en cas de besoin, et en levant dans les villes les gardes urbaines. C'était là sans doute une grande faute, car si les villes avaient le droit de recruter une milice spéciale pour se défendre contre les ennemis, elles ne pouvaient en temps de paix opposer des troupes, soit aux soldats du Stathouder, soit aux ordres des Etats-Généraux. Que Maurice ait eu le droit dans l'exercice de ses fonctions, de licencier ces gardes urbaines, c'est ce qui ressort de son mandat, d'après

(1) De la Pize, *Traduction de l'Histoire de la Patrie de Bilderdyk*, VIII, page 238.

lequel « le Stathouder devait protéger, soit par les armes, soit de toute autre manière, le pays et ses habitants contre toute tyrannie ou oppression, et de maintenir les privilèges et les libertés de chacun ».

Que Maurice, en vertu même de ses instructions, ait eu le droit de faire arrêter Barneveld, coupable d'infraction à l'Union, c'est ce que nous accorderons encore. Mais là devait s'arrêter son autorité; le sort de Barneveld ne pouvait être fixé que par le tribunal de Hollande ou les Etats-Généraux. Or, le prince d'Orange ne se contenta pas d'arrêter Barneveld, coupable d'infraction aux lois établies, il l'arrêta sur une accusation qu'il lança lui-même, d'après laquelle Barneveld aurait conçu le projet de livrer le pays aux Espagnols. Nous ne pouvons guère admettre que ce vénérable vieillard, dont la mort fut si édifiante et si belle, qui avait consacré toute sa vie aux intérêts de sa patrie, et qui, non content de débarrasser le pays de ceux qui le couvraient de meurtres et de ravages, avait réussi à payer aux Anglais une dette énorme, nous ne pouvons, dis-je, admettre que cet homme, à la fin d'une si belle carrière, ait pu songer à commettre une action, dont son passé le déclare incapable, et qui, en jetant sur sa vie une éternelle flétrissure, aurait été dans son âge avancé sans grand avantage pour lui. L'accusation de Maurice fut donc, croyons-nous, une lâche calomnie. La façon dont le prince intrigua pour faire déclarer, contre les lois mêmes de l'Union, un Synode national qui devait lui livrer les Remonstrants et Barneveld en même temps, vient encore s'ajouter aux autres griefs qu'on lui reproche. Les Remonstrants condamnés, il n'est pas certain que Barneveld eût péri sur l'échafaud,

s'il n'avait eu affaire qu'aux Etats; mais l'influence de Maurice se fit encore sentir jusque dans le choix des juges de son ennemi; ces 24 juges, hommes dévoués au prince, ne pouvaient, sans danger pour eux-mêmes, rapporter un verdict d'acquiescement. La mort du grand pensionnaire fut l'œuvre de Maurice, voilà ce qui ressort clairement des faits examinés à la lueur de la raison. Ici, les partisans du prince font volontiers résonner une autre note. Maurice aurait, d'après eux, cherché à faire grâce à Barneveld, mais il ne pouvait le faire sans que celui-ci se reconnût coupable des faits qu'on lui imputait. Cette manière de vouloir faire passer Maurice pour un homme porté à la douceur et à la clémence est une grosse faute de la part des écrivains qui le disent, car il est certain qu'en admettant, (ce qui est impossible), que Barneveld innocent se soit reconnu coupable et, par cet aveu, ait pu être gracié, le but de Maurice était quand même atteint. Barneveld gracié était un homme perdu, et Maurice n'avait plus à s'inquiéter de lui. Peut-être aussi Maurice ne parlait-il de grâce que pour jouir encore mieux de son triomphe, aux yeux mêmes de son adversaire écrasé. Comme il ne réussit pas, il porta un dernier coup à Barneveld en confisquant les biens de sa famille.

Les conclusions que nous tirons de ces remarques, c'est qu'il y a eu des fautes commises de part et d'autre : infraction à l'Union de la part de Barneveld en levant les gardes urbaines, infraction à l'Union de la part de Maurice en faisant convoquer un Synode national; mais ce qui frappe et ce qui indigné, c'est l'acharnement de Maurice contre Barneveld arrêté et impuissant; c'est l'ingratitude du prince d'Orange pour celui-là

même qui l'avait fait élever à la dignité dont il jouissait; et si la mort du grand pensionnaire fit prononcer au prince Maurice des paroles de remords que plusieurs auteurs nous rapportent <sup>1</sup>, c'est une preuve de plus que lui seul avait à se la reprocher.

Voyons maintenant comment il faut juger la conduite des Remonstrants. Nous remarquerons tout d'abord que leurs idées, au point de vue des droits de l'autorité civile en matière ecclésiastique, restèrent toujours les mêmes; mais nous sommes obligés d'avouer qu'ils ne persistèrent pas dans leur demande d'un Synode général pour juger de leurs différends avec les Gomaristes; en effet, pendant longtemps, ce Synode fut l'objet de leurs vœux, et quand il fut enfin décrété, ils n'en voulurent plus, s'appuyant sur l'article xiii de l'Union d'Utrecht, d'après lequel les États-Généraux n'avaient pas le droit de faire cette convocation; c'était là un prétexte, plausible si l'on veut, puisqu'ils étaient dans la vérité, mais qui cache mal la véritable raison: s'ils ne voulaient plus d'un Synode national, c'est qu'ils en prévoyaient d'avance les fâcheuses conséquences. Leur second tort fut, après avoir déclaré le Synode illégal, de consentir à y paraître dans les conditions désavantageuses qu'on leur imposa. Quant au Synode lui-même, il ne fit pas aux Arminiens la part assez grande; la façon tout à fait partiiale dont fut nommé le bureau prouve l'intention préméditée de condamner les Remonstrants. Ceux ci ont pu se plaindre à bon droit, de ce que les pères du Synode ne leur donnèrent pas

(1) Châtelain, *Histoire du Synode de Dordrecht*, page 180.

pour s'expliquer la liberté à laquelle ils étaient en droit de s'attendre et qui leur étaient promise dans leurs lettres citatoires. Au reste, il ne faudrait pas croire que la condamnation des principes d'Arminius ait été le verdict du Synode entier; les délégués de l'Angleterre y étaient opposés, et les Remonstrants furent perdus par les menées adroites des orthodoxes rigides, qui trouvèrent moyen de faire approuver, sinon partager, leurs décrets malveillants et leurs actes despotiques par tous ceux qui, si ce n'avait été pour obéir aux ordres de leurs maîtres, et plaire au prince Maurice, auraient prononcé un jugement bien différent. Les Remonstrants pouvaient donc se plaindre avec raison de cette manière d'agir, mais, quand ils objectaient que leurs adversaires ne pouvaient être à la fois juges et partie, ils faisaient une grossière erreur. Dans toute assemblée il y a forcément une majorité et une minorité, et cette minorité est obligée de se soumettre aux décrets du parti le plus nombreux; les Remonstrants se trouvaient dans ce cas, et ils commirent, de plus, la faute grave de comparaître devant le Synode, après en avoir déclaré l'incompétence. Or, devant quel autre tribunal compétent auraient-ils pu être appelés et jugés? Une autre question qu'il faut poser est celle-ci: étant donné que la convocation d'un Synode national par les Etats fut une infraction à l'article XIII de l'Union d'Utrecht, comment se fait-il que la constitution ecclésiastique des Pays-Bas divisât l'Eglise en consistoires, en classes et en synodes provinciaux qui, ensemble, formaient un Synode national, et que ce Synode, prévu par la constitution ecclésiastique, fût en désaccord avec les constitutions politiques des provinces? Dans cette

situation, il est évident que les deux partis étaient dans leur droit, les uns en convoquant, les autres en refusant le Synode de Dordrecht.

Il nous faut maintenant dire quelques mots de l'Arminianisme en tant que doctrine. Tout le monde est d'accord sur ce point que dans ses discussions avec Gomar, Arminius se montra aussi doux et patient que son adversaire était violent et irascible; néanmoins, s'il l'emportait au point de vue de la forme sur le fougueux prédestinien, il lui était inférieur quant au caractère. Le tempérament doux d'Arminius l'empêcha de présenter franchement ses doctrines; il déclara n'enseigner rien qui ne fût conforme à la Confession et au Catéchisme, parce que les idées favorables à sa doctrine se trouvaient dans ces deux documents à côté des idées contraires. Mais ceci ne peut être admis en toute conscience, car on ne peut concilier l'universalité de la grâce avec l'élection inconditionnelle. Arminius se prêta à ces malentendus par son attitude un peu faible vis à vis de ses adversaires et son désir de rester quand même, en bons termes avec eux. Ainsi, il n'osa déclarer d'emblée que la prédestination fût une doctrine radicalement fausse; il soutint que Dieu nous a prédestinés selon notre foi, mais que cette foi est un don de Dieu; que sa grâce n'opère pas en nous d'une façon irrésistible et que nous pouvons la perdre. Les disciples d'Arminius montrèrent plus d'énergie dans l'exposition de leurs idées et prirent une position plus franche vis à vis des calvinistes rigides. Nous avons vu que la différence entre les Arminiens et les Calvinistes se bornait originellement aux cinq articles que nous avons exposés relativement à la doctrine de la prédestination et de la

grâce; remarquons que ces cinq articles, tels que les Arminiens les expliquèrent au moment du Synode de Dordrecht, différaient fort peu de la doctrine luthérienne; mais, après le Synode de Dordrecht, le système Arminien changea considérablement d'aspect, et se rapprocha fort de la doctrine des Pélagiens qui nient la nécessité du secours divin dans l'œuvre de la conversion et pour la pratique soutenue de la vertu; sans doute, cette nouvelle forme de doctrine fut transmise par Arminius à ses disciples, mais elle ne fut réduite en système que par Episcopius qui l'embellit en même temps des charmes de son éloquence.

Certains auteurs affirment que les anciens Arminiens qui florissaient avant le Synode de Dordrecht, avaient une doctrine plus sévère que ceux qui ont vécu ensuite; qu'Arminius lui-même ne rejetait que la doctrine calviniste des décrets absolus, et les conséquences immédiates qui lui paraissaient en découler, adoptant d'ailleurs tous les autres articles de foi des églises réformées, mais que ses disciples, et surtout Episcopius avaient témérairement franchi les bornes qu'il leur avait prescrites et qu'ils s'étaient rangés du côté des Pélagiens et même des Sociniens; certains écrivains croient au contraire qu'Arminius lui-même avait dressé le plan du système théologique qui, dans la suite, fut suivi par ses disciples auxquels il en avait fait recevoir les principes fondamentaux, et que ces mêmes disciples, en particulier Episcopius, ne firent réellement que perfectionner ce plan et en propager les dogmes plus ouvertement et avec plus de courage. En faveur de cette opinion, outre plusieurs autres témoignages, il y a celui d'Arminius lui-même, car dans son testament fait peu de temps

avant sa mort, il déclare clairement et positivement que le grand objet qu'il avait en vue dans ses travaux, comme théologien et comme ministre, était d'unir dans une communauté liée par les nœuds d'une charité fraternelle, toutes les sectes chrétiennes quel que fut leur nom, excepté les catholiques.

Voici ses propres paroles telles qu'elles sont rapportées dans son oraison funèbre, composée par Bertius :

« *Ea proposui et docui. . . . quae ad propagatio-*  
» *nem amplificationemque veritatis religionis chris-*  
» *tianae, veri Dei cultus, communis pietatis et sanc-*  
» *tiae inter homines conversationis, denique ad con-*  
» *venientem Christiano nomini tranquillitatem et*  
» *pacem juxta verbum Dei, possent conferre, exclu-*  
» *dens ex iis papatum cum quo nulla unitas fidei,*  
» *nullum pietatis aut christianae pacis vinculum*  
» *servari potest* ».

Ainsi, le grand et dernier but des Arminiens paraît être celui-ci : d'unir tous les chrétiens, quoique divisés dans leurs sentiments religieux, par les liens d'une charité fraternelle et de n'en faire qu'une famille ou société. Dans ce but, ils affirment que Jésus-Christ demande de ses disciples plus de vertu que de foi, et qu'il a réduit à un petit nombre d'articles ceux qu'il est nécessaire de croire pour le salut, au lieu que les règles de conduite qu'il a prescrites sont fort étendues et que la vertu et la charité doivent faire l'objet principal de l'étude des chrétiens. Suivant eux, on doit regarder comme véritable membre de l'Eglise du Seigneur, tout homme 1° qui reçoit l'Ecriture sainte et plus particulièrement le Nouveau Testament, comme la règle de sa foi, de quelque manière qu'il juge à propos d'interpréter

ter ces divins oracles; 2° qui rejette l'idolâtrie et le polythéisme avec toutes leurs absurdités; 3° qui mène une vie honnête et vertueuse, selon les lois de Dieu, et 4° qui ne se permet jamais de persécuter ceux qui n'ont pas les mêmes sentiments que lui en matière de religion ou qui interprètent différemment l'Ecriture Sainte <sup>1</sup>.

De cette façon l'église arminienne est ouverte à tous ceux qui se disent chrétiens. Les catholiques seuls en sont exclus parcequ'ils croient qu'il est permis de persécuter ceux qui ne se soumettent pas au pape.

Le Clerc dans son épître dédicatoire, qui est à la tête de la « *Paraphrase et du commentaire du Nouveau Testament de Hammond* », donne une idée abrégée des conditions sous lesquelles on est admis à la communion des Arminiens. Voici comment il s'exprime en s'adressant aux savants de cette secte : « *Profiteri so-* »  
« *letis. . . . eos duntaxat a vobis excludi, qui idolatria* »  
« *sunt contaminati, qui minime habent scripturam,* »  
« *pro fidei norma, qui impuris moribus sancta* »  
« *Christi praecepta conculcant, aut qui denique alios* »  
« *religionis causa vexant* ».

Les Remonstrants comptaient donc parmi eux une foule de personnes ayant des sentiments différents et pour lesquelles il ne pouvait par conséquent y avoir une forme de doctrine fixe. Les Arminiens, pour échapper à ce reproche, ont adopté pour leur confession de foi un Symbole composé par Episcopius, exprimé presque entièrement en phrases de l'Ecriture sainte; mais comme leurs pasteurs ne s'obligent ni par serment, ni

(1) Mosheim, *Histoire ecclésiastique ancienne et moderne*, tome V, page 18.

par aucune déclaration, soit expresse soit tacite, à s'en tenir strictement à cette confession, qu'au contraire, par la constitution fondamentale de la secte, chacun peut expliquer cette confession conformément à sa manière de penser particulière, il suit de là qu'elle ne peut faire juger exactement de l'Arminianisme, de ses vues et des dogmes qu'il admet ou rejette. A côté de l'Eglise réformée, l'église arminienne fait de nos jours triste figure, et même d'après la statistique elle diminue tous les jours. On ne peut cependant pas dire que les principes arminiens aient perdu de leur crédit, car si leur état extérieur est en décadence, leurs opinions ont été adoptées de bonne heure dans divers pays et secrètement embrassées par un grand nombre de personnes.

Cette extension de l'Arminianisme fut une des plus importantes conséquences du Synode de Dordrecht, et elle mérite à ce titre que nous nous y arrêtions un moment.

#### ANGLETERRE.

Au moment où Jacques I parvint au trône d'Angleterre, l'Eglise de ce pays ressemblait à un vaisseau battu par la tempête, divisée et déchirée par les revendications des papistes et par les prétentions des Puritains. Ces derniers, se fondant sur l'éducation toute puritaine qu'avait reçue le nouveau monarque en Ecosse, crurent que des temps plus heureux étaient venus pour eux et qu'ils seraient bientôt délivrés des vexations qu'ils souffraient à cause de leur attachement à la doctrine de Genève. Jacques avait pu faire naître ces espérances en se déclarant pour eux en plu-

sieurs occasions, entre autres en 1590, dans une assemblée tenue à Edimbourg ; voici ses propres paroles :  
« Je remercie Dieu de m'avoir fait naître dans le temps  
» de la lumière de son évangile, et de m'avoir placé sur  
» le trône d'un pays où se trouve l'Eglise la plus pure.  
» L'Eglise de Genève observe Pâques et Noël, mais  
» qu'est-elle pour cela ? elle n'a point d'institution.  
» Pour ce qui est des Anglais nos voisins, leur service  
» divin est la messe toute pure dite en Anglais ; il ne  
» leur manque pour cela que de lever l'hostie ; je vous  
» exhorte donc, vous mes bons ministres, anciens doc-  
» teurs, gentilhommes barons, à persévérer dans la  
» pureté de votre église et à y maintenir vos peuples.  
» Je vous promets d'en faire autant pendant toute ma  
» vie <sup>1</sup>.

La conduite de Jacques I<sup>er</sup> se montra dans les commencements conforme à ses paroles ; pour terminer les différends, il parut vouloir être arbitre entre les Anglicans et les Puritains. Une conférence entre les évêques eut lieu à Hampton-Court. Le roi lui-même, qui n'aimait rien autant que de présider en vrai pédant une assemblée de théologiens, y prit une grande part. La conférence dura trois jours ; nous savons qu'on fit quelques changements peu importants dans la liturgie, mais une étude plus approfondie d'après les auteurs anglais, serait nécessaire pour montrer l'esprit qui régna chez les deux partis en présence. Le roi arriva à son but, on affirma qu'il n'était pas douteux qu'il ne

(1) Calderwood, *The history of the church of Scotland*, edited from the original mss, by Th. Thompson, Edimbourg, 1842, p. 256.

parlât par une influence particulière du Saint-Esprit ; et un évêque se jetant à genoux devant lui : « Je déclare, dit-il, que je ne me sens pas de joie, de ce que Dieu, par un effet particulier de sa miséricorde, nous a donné un roi, qui depuis Jésus-Christ n'a pas eu son semblable ».

La vanité du roi était satisfaite, mais comme la passion de gouverner despotiquement le dominait entièrement, et que les noms de concile, synode, etc., lui étaient odieux parce qu'ils présentent une idée d'égalité qu'il ne pouvait souffrir, il abandonna les Puritains et s'attacha aux Anglicans qui avaient conservé les doctrines calvinistes de la prédestination et de la grâce. C'est dans ces circonstances qu'il envoya des délégués à Dordrecht pour condamner les hérésies d'Arminius. Abbot, archevêque de Cantorbéry, s'efforça pendant leur absence de l'amener au calvinisme, mais à leur retour et sur le rapport qu'ils firent des choses qui s'étaient passées à Dordrecht, Jacques et les évêques avec lui exprimèrent hautement leur mécontentement et déclarèrent que les sentiments d'Arminius étaient préférables à ceux de Gomar et de Calvin <sup>1</sup>. C'est alors qu'on écrivit pour ridiculiser le Synode de Dordrecht ces deux vers :

» *Dordrechtii Synodus, nodus : Chorus integer, aeger :*  
» *Conventus ventus ; sessio stramen, Amen.* »

Dans ce revirement public, les puritains furent livrés sans défense aux attaques de leurs adversaires ; ce qui fut cause à la fin d'une véritable guerre civile. Jacques I<sup>er</sup>

(1) Heylin, *History of the five articles*, 1687, 4<sup>o</sup>.

mourut en 1625 laissant l'Eglise comme il l'avait trouvée en proie aux luttes intérieures ; sur la fin de son règne il avait été soupçonné de vouloir se rallier au papisme, quoique il semble impossible qu'un prince si despotique ait pu songer à se soumettre au joug de Rome ; toujours est-il qu'il favorisa beaucoup l'établissement d'institutions catholiques en Angleterre. Son fils et successeur Charles I<sup>er</sup> poursuivit les vues de son père en persécutant les calvinistes, et en voulant réformer l'Eglise d'Angleterre sur le modèle de l'Eglise primitive. Laud, archevêque de Cantorbéry, fut le principal instrument du roi dans l'accomplissement de ses projets, et c'est à lui surtout que l'arminianisme dut alors une grande extension.

En 1625, Laud écrivit un traité tendant à prouver l'orthodoxie de la doctrine arminienne, et fit proclamer par le roi, le 14 janvier 1626, « qu'il était défendu de » publier ou soutenir aucune nouvelle opinion contraire » à celles qui étaient fixées par les lois » ; par ses intrigues, Laud fit tourner cette proclamation au profit des Arminiens qu'il défendit de tout son crédit. Comme il était impossible de changer les xxxix articles où la doctrine calviniste était enseignée, toute discussion fut interdite sur ce sujet. Depuis cette époque, l'article xvii de la confession anglicane a toujours été interprété par une partie du clergé dans le sens de la prédestination conditionnelle ; l'Arminianisme est donc devenu dominant dans ce pays.

#### SUISSE.

Malgré l'intolérance religieuse qu'avait montrée Jean Diodati dans ses discours au Synode, tous les esprits

en Suisse n'étaient pas aussi hostiles aux idées nouvelles ; l'influence de l'arminianisme s'y fit sentir avec succès grâce aux pasteurs français qui s'y réfugiaient ; mais il y eut une vive opposition de la part du clergé et de la magistrature ; en 1659 la Compagnie des pasteurs fit signer à ses membres l'engagement de ne rien enseigner qui ne fût conforme à la confession de La Rochelle, aux Canons de Dordrecht et au Catéchisme de Calvin. En 1669, Mestrezat proposa d'exempter les étudiants de cette signature, mais les gouvernements suisses menacèrent Genève de ne plus y envoyer d'étudiants si l'on y enseignait les doctrines arminiennes. Les églises de Suisse dès cette même année s'alarmèrent fort des progrès des opinions d'Amyraut, de La Place, et de Cappel, et craignirent que la doctrine de Calvin, solennellement approuvée par le Synode de Dordrecht, ne reçut de fâcheuses atteintes. Aussi, en 1675, par ordre d'une assemblée des plus célèbres théologiens suisses, Jean-Henri Heidegger composa une formule de doctrine directement opposée à celle des théologiens français sus-mentionnés ; on engagea sans beaucoup de peine le magistrat à appuyer cet ouvrage de son autorité et à le joindre sous le nom de formule de concorde aux autres confessions de foi reçues dans l'église helvétique. Ceci fut une source de discordes et de querelles, bien des personnes déclarant qu'elles ne pouvaient en conscience souscrire à cette nouvelle formule ; le canton de Bâle et la république de Genève, apercevant les inconvénients qui en naissaient, et fortement sollicités en 1686 par Frédéric-Guillaume, électeur de Brandebourg, abolirent la formule. Ce ne fut cependant pas par un édit positif ; Pierre Werenfels

qui était à la tête du consistoire de Bâle, eut assez d'égards pour la lettre de l'électeur pour ne pas exiger des candidats au Saint Ministère leur adhésion à cette formule, et ses successeurs imitèrent son exemple. Les remontrances de l'électeur ne paraissent pas avoir produit le même effet sur ceux qui gouvernaient l'église de Genève, car le Consensus, ou la formule en question, se soutint dans cette Eglise jusqu'en 1706, époque à laquelle elle tomba dans l'oubli. Dans divers autres endroits de la Suisse, elle fut prescrite comme règle de foi, comme il paraît par les lettres adressées par Georges I, roi d'Angleterre, et par le roi de Prusse en 1728 aux cantons suisses, pour les engager à abolir ce consensus comme étant un obstacle à l'union des églises réformée et luthérienne <sup>1</sup>.

#### ALLEMAGNE.

En Allemagne, les procédés du Synode de Dordrecht animèrent vivement les Luthériens contre les Réformés, ainsi qu'on peut en juger d'après une lettre publiée par les théologiens de Wittemberg, intitulée : « *Avis sincère à tous les Chrétiens luthériens de Bohême, de Moravie, de Silésie et d'autres pays de leur dépendance, d'éviter soigneusement la religion erronée et très-pernicieuse des Calvinistes* ». Les Eglises de Brandebourg et de Brême ne voulurent pas permettre à leurs docteurs de s'attacher au joug des théologiens hollandais ; ainsi, la liberté d'examen, relativement à la doctrine de la prédestination et de la grâce, semble reprendre une nouvelle force, malgré l'esprit arbitraire

(1) Mémoires pour servir à l'histoire des troubles arrivés en Suisse à l'occasion du Consensus, Amsterdam, 1726, in-8°.

du Synode qui voulait l'anéantir ; on vit aussitôt les réformés divisés en universalistes, demi-universalistes, supralapsaires et infralapsaires ; mais, malgré des disputes parfois assez vives, ils furent assez sages pour ne pas en venir à des actes d'hostilité et de persécution. Il n'est cependant pas inutile de remarquer que l'Arminianisme fit moins de progrès, que même il déclina de jour en jour en Allemagne, à cause de l'ascendant qu'avait pris dans ce pays, surtout chez les ecclésiastiques et les savants, la philosophie Leibnizienne et Wolfienne. Leibniz et Wolff, en attaquant la liberté d'indifférence que l'on suppose emporter le pouvoir d'agir non seulement sans motifs, mais même contre des motifs, ont renversé les fondements du système arminien. Outre cela, en considérant cette multitude de mondes qui composent l'univers, comme un tout ou un ensemble, dont la plus grande perfection possible est le but final de la bonté du Créateur et de la sage Providence, ils ont ôté à la doctrine de la prédestination ce qu'elle semblait avoir d'arbitraire et de dur selon le système des Calvinistes, et l'ont présentée sous un coup d'œil plus favorable et plus philosophique ; car les Leibniziens, regardant ce but dont nous venons de parler, comme le grand objet de toutes les dispensations divines et de l'empire souverain de Dieu sur ses créatures, ont conclu qu'il ne pouvait manquer de s'accomplir. De là, la doctrine de la nécessité pour remplir les desseins d'une prédestination fondée sur la sagesse et la bonté : nécessité qui est physique à l'égard des êtres matériels et inanimés, et morale à l'égard des êtres intelligents qui se déterminent par des motifs prépondérants, produisant certainement leurs effets, quoique

ces effets soient contingents et ne partent pas d'une fatalité absolue et immuable. Il est évident que ces principes peuvent être appliqués aux dogmes distinctifs des Calvinistes. Ils confirment la prédestination en la modifiant dans ses fondements et dans son but ; ils servent à soutenir la grâce irrésistible, le mot irrésistible étant pris dans un sens moral, et cela par l'hypothèse de motifs prépondérants et de la nécessité morale ; on peut aussi par ce moyen expliquer la doctrine de la persévérance des Saints, en supposant une suite de causes morales qui produisent une suite d'effets moraux. C'est en conséquence de tout cela que plusieurs théologiens allemands se sont servis de la philosophie Leibnizienne et Wolfienne pour éclairer les dogmes du Christianisme. Il est assez singulier que le système Leibnizien n'ait été adopté par aucun calviniste anglais. A la vérité, dans quelques endroits de l'Angleterre, on a reçu le principe de la nécessité et des maux particuliers qui tendent au bien général, et ce principe a fait même de quelques Arminiens zélés des calvinistes modérés et raisonnables. Mais la plupart des calvinistes rigides s'en sont tenus à leur théologie et n'ont joint à leur système aucun principe de philosophie ; en général, il est certain que c'est parmi les Arminiens qu'on a vu les plus grands philosophes. Si les Calvinistes et les Arminiens réclament également un King, ceux-ci seuls peuvent se vanter d'avoir eu parmi eux un Newton, un Locke, un Clark et un Bayle.

#### FRANCE.

C'est en France que le Synode de Dordrecht exerça la plus grande influence. Pierre du Moulin, après avoir

réfuté les Remonstrants dans son « Anatomie de l'Arminianisme », fit convoquer un Synode national à Alais en 1620, dans lequel, sur la proposition de Bénédict Turretin, délégué de Genève, on déclara accepter les décrets de Dordrecht, et où l'on promulgua le fameux « Canon des Eglises réformées de France ». Le Synode de Die, en Dauphiné, et celui de Charenton, convoqué en 1623, confirmèrent les déclarations de l'assemblée d'Alais. Mais ce triomphe de l'orthodoxie ne put empêcher le mouvement libéral, dont les Arminiens avaient été les initiateurs, de se propager rapidement et de donner naissance à une foule d'écrits qui sortirent surtout de l'Ecole de Saumur. Les docteurs de cette école renouvelèrent une dispute qui avait été suspendue pendant quelque temps par les efforts que ces mêmes docteurs avaient fait pour concilier le dogme de la prédestination confirmé à Dordrecht avec le sentiment des universalistes qui étendent les offres de la grâce de Dieu à tout le genre humain. Le premier qui fit cette tentative inutile fut Jean Cameron, dont Amyrant soutint les idées avec beaucoup d'érudition. Voici à quoi peuvent se réduire les propositions qu'il émit dès 1634 et qui différaient sensiblement de la doctrine généralement reçue dans les Eglises réformées de France :

« Dieu désire le bonheur de tous les hommes, et aucun mortel n'est exclu, par un décret divin, des fruits de la mort, des souffrances et de l'Evangile de Jésus-Christ. Personne ne peut cependant avoir part à ces fruits et au salut éternel sans la foi en Jésus-Christ. La bonté de Dieu est à la vérité si grande et si générale, qu'il ne refuse à personne le pouvoir de croire, quoi-

qu'il n'accorde pas à tous son assistance, pour qu'ils puissent se servir de ce pouvoir de manière qu'ils obtiennent le salut éternel. Plusieurs personnes périssent en conséquence par leurs fautes et non par aucun défaut de bonté en Dieu ».

Cette doctrine a semblé à bien des personnes ne différer que très peu de celle de Dordrecht ; cependant, sur un examen plus approfondi, on voit qu'elle ne diffère presque pas de l'arminianisme tout pur, mais qu'elle prête à confusion par l'ambiguïté des termes dans lesquels elle fut exprimée. Plusieurs Synodes de France voulurent d'abord condamner les idées d'Amyraut ; mais celui-ci sut si bien les défendre, qu'elles furent acceptées ; elles rencontrèrent cependant une vigoureuse opposition en Hollande, de la part de André Rivet, ancien ministre de Thouars, qui avait accepté une chaire de théologie à Leyde, de Spanheim et de Desmarets. Amyraut fut appuyé par Daillé, Mestrezat et Claude, et la controverse sembla finir à son avantage, car les sentiments des universalistes hypothétiques (comme on appelait les partisans de cette doctrine) se répandirent par l'intermédiaire des réfugiés français en Suisse et dans toute l'Europe. La tendance d'Amyraut fut aussi celle de plusieurs docteurs de l'Ecole de Saurmur, qui, sans écrire particulièrement sur la question, laissèrent voir dans leurs écrits que le levain de l'Arminianisme avait aussi pénétré leur esprit. Tel fut La Place qui soutenait que la transgression personnelle du premier homme ne peut être imputée à sa postérité, et que le péché originel n'est imputé aux hommes qu'indirectement. Tel fut aussi Claude Pajon ; mais on a généralement mal interprété ses sentiments, soit par

malveillance, soit à cause de l'obscurité de ses ouvrages. Pajon dit positivement qu'il adhère à la doctrine du Synode de Dordrecht contenue dans les Catéchismes et les Confessions de foi des Eglises réformées; il se plaint de ce que ses idées ont été malicieusement interprétées assurant « qu'il ne nie point toute opération im- » médiate du Saint-Esprit sur l'âme de ceux qui sont » réellement convertis à Dieu, mais seulement une » opération immédiate qui ne soit pas accompagnée du » ministère et de l'efficace de la parole de Dieu »; il affirme : « qu'il ne peut adopter les sentiments de ceux » qui prétendent que cette parole n'est qu'un instru- » ment, sans aucune efficace intrinsèque, et qu'un signe » extérieur d'une opération immédiate de l'esprit de » Dieu <sup>1</sup> ».

En résumé, Amyraut et l'Ecole de Saumur en général ont adopté une manière adoucie de présenter la doctrine de la justification qui a un grand défaut; c'est qu'elle fait envisager Dieu comme désirant pour tous le salut, et refusant cependant à plusieurs les secours nécessaires pour l'obtenir, ce qui est rendre le salut universel en apparence, mais particulier dans le fonds et par là même ne rien avancer du tout. Les supralapsaires étaient conséquents, mais leur doctrine avait quelque chose de dur, qui choquait entièrement les idées que nous devons avoir de l'Être suprême; d'un autre côté, le système d'Amyraut était plein de contradictions; on peut même dire que les infralapsaires pal-

(1) Chauffepié, *Nouveau Dictionnaire historique et critique, pour servir de supplément au dictionnaire de M. P. Bayle*, Amsterdam, 1750-56, 4 volumes, fol., tome II, page 164, note C.

liaient plutôt qu'ils ne supprimaient réellement tout ce que la doctrine des supralapsaires avait de révoltant. Remarquons enfin que si les docteurs s'éloignaient en France de la règle de foi généralement reçue dans l'Eglise réformée, c'était dû surtout à leur désir de diminuer les préjugés des catholiques contre eux, et de se dérober aux conséquences odieuses que ceux-ci tiraient de la doctrine de Dordrecht.

Nous voici parvenu au but de la tâche que nous nous étions proposée. Nous avons cherché avant tout à être complet tout en restant clair, et nous nous sommes attaché à indiquer, aussi exactement que possible, les sources dans lesquelles nous avons puisé ; mais nous sentons vivement tout ce qu'il peut y avoir de défectueux et d'insuffisant dans ce long exposé ; nous demandons au lecteur d'être plus indulgent que sévère, et d'excuser nos manquements en considération de l'étendue du sujet.

Vu ;

*Le Président de la soutenance :*

G. BONET-MAURY.

Vu :

*Le Doyen,*

F. LICHTENBERGER.

Vu et permis d'imprimer :

*Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,*

GRÉARD.









